

# Rapport d'activité

## Direction de la sécurité et de la justice

—

2019



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Direction de la sécurité et de la justice DSJ**  
**Sicherheits- und Justizdirektion SJD**

# Table des matières

---

<b>1</b>	<b>Direction et Secrétariat général</b>	<b>7</b>
<b>1.1</b>	<b>Activités</b>	<b>7</b>
1.1.1	Activité courante	7
1.1.2	Evénements particuliers	7
<b>1.2</b>	<b>Collaborations intercantionales (relations intercantionales au niveau de la Direction)</b>	<b>8</b>
1.2.1	Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)	8
1.2.2	Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers (CG MPS)	9
1.2.3	Conférence latine des chefs de département de justice et police (CLDJP)	9
<b>1.3</b>	<b>Affaires contentieuses (recours/décisions durant l'année en revue)</b>	<b>9</b>
<b>1.4</b>	<b>Législation</b>	<b>10</b>
1.4.1	Lois et décrets	10
1.4.2	Ordonnances et règlements (éventuellement ordonnances, arrêtés et règlements)	10
<b>2</b>	<b>Police cantonale (POL)</b>	<b>10</b>
<b>2.1</b>	<b>Effectifs et mouvements</b>	<b>10</b>
2.1.1	Effectifs au 31.12.2019	10
2.1.2	Mouvements	11
2.1.3	Répartition	11
<b>2.2</b>	<b>Activités de la Police cantonale</b>	<b>11</b>
2.2.1	Activités générales	11
2.2.2	Activités judiciaires	11
2.2.3	Activités au profit de la sécurité publique	13
2.2.4	Activités au profit de la sécurité routière / lacustre	14
2.2.5	Activités particulières	16
<b>2.3</b>	<b>Appui aux opérations /administration (prestations)</b>	<b>18</b>
2.3.1	Comptabilité	18
2.3.2	Activités juridiques	18
2.3.3	Communication et relations publiques	19
2.3.4	Forensique	20
2.3.5	Gestion des ressources humaines	20
2.3.6	Formations	21
2.3.7	Informatique et télécommunications	22
2.3.8	Logistique et infrastructures	22

---

<b>2.4</b>	<b>Domaines d'évolution</b>	<b>23</b>
2.4.1	Formation	23
2.4.2	Unité de gestion des menaces	23
2.4.3	Lutte contre le travail au noir	24
2.4.4	Lutte contre la criminalité digitale	24
<b>3</b>	<b>Service de la protection de la population et des affaires militaires (SPPAM)</b>	<b>24</b>
<b>3.1</b>	<b>Protection de la population</b>	<b>24</b>
3.1.1	Activités courantes	24
<b>3.2</b>	<b>Protection civile</b>	<b>27</b>
3.2.1	Mission	27
3.2.2	Opération	27
3.2.3	Instruction	27
3.2.4	Support	28
3.2.5	Constructions	29
<b>3.3</b>	<b>Administration militaire</b>	<b>30</b>
3.3.1	Mission	30
3.3.2	Activités courantes	30
<b>3.4</b>	<b>Intendance des bâtiments militaires</b>	<b>33</b>
3.4.1	Mission	33
3.4.2	Place d'armes de Fribourg – Caserne de la Poya	33
<b>4</b>	<b>Service de la population et des migrants (SPoMi)</b>	<b>34</b>
<b>4.1</b>	<b>Police des étrangers</b>	<b>34</b>
4.1.1	Activités courantes	34
4.1.2	Evénements particuliers	35
<b>4.2</b>	<b>Domaine de l'asile</b>	<b>35</b>
4.2.1	Activités courantes	35
4.2.2	Evénements particuliers	35
<b>4.3</b>	<b>Main-d'œuvre étrangère</b>	<b>36</b>
4.3.1	Activités courantes	36
4.3.2	Evénements particuliers	36
<b>4.4</b>	<b>Passeports, cartes d'identité suisses et documents pour étrangers</b>	<b>37</b>
4.4.1	Activités courantes	37
4.4.2	Evénements particuliers	37
<b>4.5</b>	<b>Harmonisation des registres</b>	<b>37</b>
4.5.1	Activités courantes	37
<b>5</b>	<b>Service de la Police du commerce (SPoCo)</b>	<b>37</b>

---

---

<b>5.1</b>	<b>Etablissements publics</b>	<b>37</b>
5.1.1	Activités courantes	37
<b>5.2</b>	<b>Boissons alcooliques</b>	<b>39</b>
5.2.1	Activités courantes	39
<b>5.3</b>	<b>Loteries et collectes</b>	<b>39</b>
5.3.1	Activités courantes	39
<b>5.4</b>	<b>Appareils de jeu</b>	<b>39</b>
5.4.1	Activités courantes	39
<b>5.5</b>	<b>Salons de jeu</b>	<b>39</b>
5.5.1	Activités courantes	39
<b>5.6</b>	<b>Prostitution</b>	<b>40</b>
5.6.1	Activités courantes	40
<b>5.7</b>	<b>Commerce itinérant</b>	<b>40</b>
5.7.1	Activités courantes	40
<b>5.8</b>	<b>Crédit à la consommation</b>	<b>40</b>
5.8.1	Activités courantes	40
<b>5.9</b>	<b>Activité à risque</b>	<b>40</b>
5.9.1	Activités courantes	40
<b>5.10</b>	<b>Poids et mesures</b>	<b>40</b>
5.10.1	Activités courantes	40
<b>5.11</b>	<b>Indication des prix</b>	<b>41</b>
5.11.1	Événement particulier	41
<b>6</b>	<b>Service de la justice (SJ)</b>	<b>41</b>
<b>6.1</b>	<b>Activités</b>	<b>41</b>
6.1.1	Barreau	41
6.1.2	Notariat	42
6.1.3	Assistance judiciaire en matière civile	42
6.1.4	Assistance judiciaire en matière pénale	42
6.1.5	Assistance judiciaire en matière administrative	43
6.1.6	Entraide judiciaire	43
6.1.7	Médiation judiciaire	43
6.1.8	Surveillance des fondations classiques	45
<b>7</b>	<b>Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation (SESPP)</b>	<b>45</b>
<b>7.1</b>	<b>Activités</b>	<b>45</b>
7.1.1	Sanctions pénales	45
7.1.2	Prestations administratives diverses	46
7.1.3	Nombre de journées de détention et de condamnés	46

---

7.1.4	Décisions rendues par le SESPP en matière d'exécution de PPL et de mesures	47
7.1.5	Exécution des peines en milieu ouvert	48
7.1.6	Peines privatives de liberté de substitution (PPLS)	50
7.1.7	Recours en grâce	51
7.1.8	Casier judiciaire	51
7.1.9	Domaine probation	51
<b>8</b>	<b>Office de la circulation et e la navigation (OCN)</b>	<b>52</b>
<b>9</b>	<b>Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB)</b>	<b>52</b>
<b>9.1</b>	<b>Mission</b>	<b>52</b>
<b>9.2</b>	<b>Activités</b>	<b>52</b>
<b>10</b>	<b>Etablissement de détention fribourgeois (EDFR)</b>	<b>53</b>
<b>11</b>	<b>Etat du personnel</b>	<b>53</b>

---

---

# 1 Direction et Secrétariat général

---

Conseiller d'Etat, Directeur : Maurice Ropraz

Secrétaire général : Olivier Kämpfen

## 1.1 Activités

### 1.1.1 Activité courante

Le Secrétariat général exerce les tâches d'état-major de la Direction, en particulier la planification et la coordination des travaux, la préparation des dossiers pour le Conseil d'Etat, le suivi des dossiers et le traitement des affaires administratives (finances, personnel, logistique). Il gère l'information interne et externe et conduit des projets relevant du champ de compétence de la Direction ainsi que des projets interdirectionnels.

### 1.1.2 Evénements particuliers

#### 1.1.2.1 Politique d'intégration

De 2018 à 2021, le Bureau de l'intégration des migrant-e-s et de la prévention du racisme IMR et le Service de l'action sociale SASoc mettent en œuvre le 2<sup>e</sup> Programme d'intégration cantonal PIC 2. Ce travail en réseau se fait en collaboration avec de nombreux partenaires du terrain. L'année 2019 a été caractérisée par plusieurs points forts :

- > Une Semaine contre le racisme sur le thème des « Frontières ».
- > La publication de la brochure « Le canton de Fribourg vous souhaite la bienvenue » en langage simplifié (français).
- > Des mesures de formation et de sensibilisation à la diversité culturelle et à la prévention du racisme pour des services étatiques.
- > Des rencontres thématiques pour les répondants et répondantes communaux en matière d'intégration.
- > L'élaboration d'un nouveau site Internet « Communes sympas – Gemeinsam in der Gemeinde ».
- > Des modules d'échanges de pratiques pour les professionnel-le-s de la petite enfance et de l'apprentissage des langues locales.
- > Le financement et le suivi d'une soixantaine de projets d'intégration et de prévention du racisme.

#### 1.1.2.2 Conseil cantonal de prévention et de sécurité (CCPS)

Sur la base des résultats et propositions de la table ronde organisée en novembre 2018 sur le thème de la radicalisation et de l'extrémisme violent, le CCPS a émis à l'intention du Conseil d'Etat trois recommandations :

- > Créer un réseau de personnes clés dans le domaine de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.
- > Développer un programme de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent notamment auprès des CO, par exemple sous forme de théâtre interactif.
- > Organiser une formation sur la détection et l'action dans le domaine de la radicalisation et de l'extrémisme violent pour les professionnel-le-s actifs dans le terrain.

La mise en œuvre de la deuxième recommandation a commencé, avec la constitution d'un groupe de travail interdirectionnel impliquant, outre la DSJ, des représentants de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, et la Direction de la santé et des affaires sociales. Les deux autres recommandations seront progressivement mises en œuvre parallèlement à la constitution de l'unité de gestion des menaces au sein de la Police cantonale.

#### 1.1.2.3 Modification de la loi sur la police cantonale (LPol)

La DSJ a finalisé en 2019 son projet de modification de la loi sur la police cantonale, visant à se doter d'un concept de gestion des menaces et à créer au sein de la Police cantonale une unité de gestion des menaces. Celle-ci, dans un but préventif, aura pour tâche d'identifier les personnes présentant un risque de passage à des actes de violences, à

---

évaluer le potentiel de risque et désamorcer la menace, en travaillant en réseau interdisciplinaire. Le Grand Conseil a adopté cette modification légale en novembre 2019 et la loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

#### 1.1.2.4 Modification de la loi sur les établissements publics (LEPu)

Faisant suite à l'acceptation partielle par le Grand Conseil, sur proposition du Conseil d'Etat, de la motion des député-e-s Romain Collaud et Johanna Gapany « Modification complète de la loi sur les établissements publics : Fribourg aussi by night », la DSJ a élaboré un projet de loi modificatrice de la LEPu que le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil en novembre 2019. En procédant principalement à une adaptation du cadre horaire des différents types d'établissements – dont les discothèques qui pourront ouvrir jusqu'à 6h du matin – le projet répond à l'évolution des attentes de la clientèle des noctambules, tout en permettant une meilleure maîtrise des risques en termes d'ordre public et de nuisances.

#### 1.1.2.5 Modification de la loi sur la protection de la population

A travers une organisation de projet propre, la DSJ a travaillé en 2019 à une révision complète de la loi sur la protection de la population. Cette révision vise à donner plus d'efficacité et d'efficience à l'architecture globale de la sécurité dans le canton de Fribourg, notamment par un désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes en matière de conduite. L'avant-projet de loi sera mis en consultation durant le premier semestre 2020.

#### 1.1.2.6 Modification de la loi sur la défense incendie et les secours

La DSJ a mis en consultation, du 17 juin au 27 septembre 2019, un avant-projet de loi sur la défense incendie et les secours. Il s'agit de la deuxième étape de la refonte totale de la législation sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (projet ECALEX). Le but est de concrétiser les options décidées dans le rapport Sapeurs-Pompiers 2020+ : un dispositif fondé sur un système de milice, des ressources allouées en fonction des risques et non plus en fonction des frontières politico-administratives, une coopération active en tous les partenaires, des objectifs atteignables 24h/24 et un financement durable. Les résultats de la consultation ont donné lieu à des travaux complémentaires sur les questions de financement et de gouvernance. Le projet de loi sera présenté au Conseil d'Etat au premier semestre 2020 pour transmission au Grand Conseil.

#### 1.1.2.7 Planification pénitentiaire

Tirant les conséquences du rapport d'expert établi suite à l'évasion survenue en 2017 à la Prison centrale, la DSJ a mené des travaux de révision de la planification pénitentiaire 2016-2026. Le Conseil d'Etat a validé la planification révisée, qui priorise d'abord l'agrandissement du site de Bellechasse (exécution des peines et mesures), visant en particulier la séparation physique des régimes de détention ouvert et fermé, et ensuite le déménagement de la Prison centrale (détention avant jugement). La création d'une unité thérapeutique est quant à elle repoussée. A la fin 2019, le Conseil d'Etat a adopté, pour transmission au Grand Conseil, un projet de décret portant sur un crédit d'engagement de 27,7 millions de francs pour les travaux d'agrandissement de Bellechasse, ainsi qu'un projet de décret portant sur un crédit d'étude de 1,8 million de francs pour le déménagement de la Prison centrale.

## 1.2 Collaborations intercantionales (relations intercantionales au niveau de la Direction)

### 1.2.1 Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)

Cette conférence a siégé à deux reprises en 2019. Elle a notamment traité les thèmes suivants :

- > Criminalité informatique et cyberrisques ;
- > Harmonisation de l'informatique policière (HIP) et harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (HLJP) ;
- > Convention technique et informatique policières (CTIP) ;
- > Surveillance des services de renseignement cantonaux ;
- > Révision du code de procédure pénale.

### 1.2.2 Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers (CG MPS)

Le Directeur SJ a été élu en 2019 au comité de cette conférence. Laquelle a siégé une fois durant l'année sous revue. Elle a notamment traité les thèmes suivants :

- > Enjeux géopolitiques actuels ;
- > Loi sur la protection de la population et sur la protection civile ;
- > Protection civile : situation en matière d'effectifs et défis ;
- > Planification générale de l'Office fédéral de la protection de la population ;
- > Stratégie pour les ouvrages protégés ;
- > Organisation de liquidation des sinistres en cas de tremblement de terre.

### 1.2.3 Conférence latine des chefs de département de justice et police (CLDJP)

Cette conférence a siégé à deux reprises en 2019. Elle a notamment traité les thèmes suivants :

- > Frais de sécurité lors de manifestations sportives ;
- > Concordat sur les entreprises de sécurité ;
- > Formation policière ;
- > Détention pénale des mineurs ;
- > Détention pénale des adultes ;
- > Surveillance électronique ;
- > Révision de la doctrine du maintien de l'ordre.

## 1.3 Affaires contentieuses (recours/décisions durant l'année en revue)

La Direction prend les décisions que la législation place dans sa compétence (décisions Fri-Pers, mesures administratives concernant le statut du personnel, autorisations de déposer en justice, assistances juridiques, assistances judiciaires, plaintes art 38 LPol, plaintes contre le directeur de l'EDFR, remises d'émoluments, mesures concernant les entreprises de sécurité, examens de chefs d'entreprises de sécurité, approbations de règlements communaux, concessions de ramonage, etc.). La situation pour 2019 est la suivante :

Cas traités (procédures ouvertes en 2019)	34
Décisions prises	22
Aucune mesure prise / Procédures devenues sans objet	12
Recours au CE contre des décisions prises en 2019	0
Recours au TC contre des décisions prises en 2019	0
Procédures encore pendantes le 31 décembre 2019	6

### Décisions sur recours

La Direction traite, sur la base de l'article 116 al. 1 CPJA, des recours contre des décisions prises par ses services lorsque la loi ne prévoit pas un recours direct au Tribunal cantonal. Ces recours concernent pour l'essentiel les services suivants : Police cantonale, Service de la protection de la population et des affaires militaires, Service de la police du commerce, Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, Etablissement de détention fribourgeois. La situation pour 2019 est la suivante :

Recours déposés en 2019	43
Dont :	
Admis	9
Rejetés	22

Irrecevables	0
Devenus sans objet, à la suite du retrait de la décision ou du recours	9
Procédures pendantes à la Direction le 31 décembre 2019	7
Recours au TC contre les décisions prises en 2019	3

### Responsabilité civile

La Direction instruit les cas de responsabilité civile concernant les actes de ses agents (loi du 16 septembre 1986 sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents et cas de responsabilité découlant du droit fédéral). Les déterminations sont prises par le Conseil d'Etat ou, dans certains cas, par la Direction (requêtes périmées, requêtes d'indemnités de moins de 3000 francs). La situation pour 2019 est la suivante :

Requêtes encore pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	3
Requêtes déposées en 2019	11
Requêtes liquidées en 2019 par la DSJ	10
Requêtes pendantes le 31 décembre 2019 (déposées en 2018)	3

## 1.4 Législation

### 1.4.1 Lois et décrets

- > Loi du 16 octobre 2019 modifiant la loi sur la Police cantonale.

### 1.4.2 Ordonnances et règlements (éventuellement ordonnances, arrêtés et règlements)

- > Ordonnance du 7 mai 2019 concernant les indemnités pour l'achat et l'entretien de chiens de police
- > Ordonnance du 18 juin 2019 déléguant à la commune des Montets la compétence d'infliger des amendes d'ordre.
- > Ordonnance du 20 août 2019 sur les mesures visant au maintien de la sûreté intérieure et sur le renseignement.
- > Ordonnance du 20 août 2019 déléguant à la commune d'Attalens la compétence d'infliger des amendes d'ordre.

## 2 Police cantonale (POL)

Commandant : Philippe Allain

### 2.1 Effectifs et mouvements

#### 2.1.1 Effectifs au 31.12.2019

Unités (EPT)	Agent-e-s	Aspirant-e-s	Auxiliaires	Civil-e-s	Apprenti-e-s	Total
Commandement	21 (20,6)	-	2 (1,8)	15 (11,8)	4 (3,4)	42 (37,6)
Ressources humaines	10 (10)	23 (23)	-	7 (5,9)	2 (2)	42 (40,9)
Services généraux	25 (23,1)	-	1 (1)	40 (34,9)	-	66 (59)
Gendarmerie	404 (391,5)	-	19 (16,9)	27 (18,1)	1 (1)	451 (427,5)
Police de sûreté	118 (107,1)	-	-	17 (14,7)	2 (2)	137 (123,8)
Total	578 (552,3)	23 (23)	22 (19,7)	106 (85,4)	9 (8,4)	738 (688,8)

Nombre de policier / habitants : 1/551

## 2.1.2 Mouvements

Unités	Agent-e-s	Aspirant-e-s	Auxiliaires	Civil-e-s	Total
Engagements	-	26	-	15	41
Départs à la retraite	5	-	-	2	7
Démissions – départs	6	3	-	5	14

## 2.1.3 Répartition

	Nombre	Âge moyen	Cadres	Francophone	Germanophone
Femmes	205	35,9	14	150	55
Dont policières et auxiliaires	122	34,4	8	94	28
Hommes	533	39,1	187	404	129
Dont policiers et auxiliaires	478	38,1	180	359	119

## 2.2 Activités de la Police cantonale

### 2.2.1 Activités générales

	2018	2019
Rapports de police établis *	22 208	23 363
Plaintes pénales enregistrées *	8 136	7 443
Réquisitions traitées *	22 858	23 151
Input entrant au CEA	306 601	359 430
Dont appels téléphoniques entrants	160 447	235 461
Dont alarmes traitées	1 685	1 389
Arrestations *	291	311
Personnes en difficultés (Interventions à but social)	1 849	1 958

\* Chiffre corrigé pour 2018

#### 2.2.1.1 Evénements particuliers

##### ERNS19

La Police cantonale a pris part à l'exercice du réseau national de sécurité (ERNS 19), basé sur une situation fictive et évolutive suite à une vague d'actes de terrorisme en Suisse. Il a connu son épilogue, après 2 ans de montée en puissance, au travers d'un exercice de travail en Etats-majors constitués, du 11 au 13 novembre 2019. Cet exercice a permis d'évaluer l'Organisation de crise et catastrophe police (ORCCAPOL).

### 2.2.2 Activités judiciaires

#### 2.2.2.1 Chiffres

	2018	2019
Homicides	2	2
Levées de corps	161	187
Brigandages	22	37
Escroqueries (sans cyber)	286	137
Criminalité digitale		
Nombre plaintes	484	506
Préjudices	CHF 2 008 596	CHF 1 976 581
Incendies	305	250
Cambriolages	1240	937

	2018	2019
Affaires avec des prévenus mineurs	1288	1233
Annonces de pornographie illégale *	50	72
Annonces de viol	31	42
Stupéfiants		
Séquestres marijuana (g)	44 600	29 300
Séquestres cocaïne (g)	1100	1280
Séquestres héroïne (g)	9100	427
Séquestres crystal meth (g)	734	101
Commissions rogatoires internationales (déplacement à l'étranger)	4	5
Prévention		
Prévention dans les classes primaires	196	211
Prévention dans les classes CO	210	196
Participation à des réunions de parents / enseignants / professionnels	88	105
Interventions ponctuelles dans les classes	108	83

\* Chiffre corrigé pour 2018

### 2.2.2.2 Evénements particuliers

#### *Homicides*

Le 11 novembre 2018, une fillette d'un peu plus de 2 ans a été découverte sans vie devant son lit à étage, au domicile de son père chez qui elle passait le week-end. Les conclusions médico-légales ont démontré qu'un acte malveillant était la cause du décès. L'hypothèse d'un homicide commis à huit clos étant retenue, une femme vivant sous le même toit a été interpellée le 22 novembre 2018 et placée en détention préventive. L'intéressée a toujours contesté être à l'origine du décès de la petite et se trouve encore en détention. L'affaire a été traitée de manière intensive en 2019, elle est toujours en cours.

Durant la nuit du 22 au 23 août 2019, l'intervention de la police a été sollicitée, car un adolescent avait tiré sur son ami à l'aide d'un revolver, propriété de son père. Voulant montrer l'arme à son ami, le jeune ne s'est pas rendu compte qu'elle était chargée et en la manipulant, un coup de feu est parti par inadvertance. Le projectile a atteint mortellement son ami.

Le soir du samedi 14 septembre 2019, un homme a appelé la police pour signaler que sa concubine âgée de 42 ans était décédée à leur domicile de Bulle. La cause du décès n'est pour l'heure pas encore clairement établie. De forts soupçons pesant sur cet homme, ce dernier a été placé en détention préventive. A ce stade des investigations, il ne se souvient pas du déroulement de la soirée, mais conteste toute implication. L'enquête est encore en cours.

#### *Attaque d'un bancomat à Estavayer-le-Lac*

Un distributeur automatique de billets a été attaqué à l'aide d'un produit inflammable et/ou explosif le 24 octobre 2019, vers 3 h 30. Un incendie a éclaté, mettant en fuite les auteurs, bredouilles. Peu après, un véhicule en feu a été signalé à Font. Un homme domicilié dans le canton de Vaud a été interpellé dans le secteur, mais ses complices courent toujours. Cet acte n'est pas sans rappeler les méthodes usitées par des criminels provenant des banlieues de grandes cités, mais touchant cette fois-ci une banque régionale située plutôt loin des frontières nationales.

#### *Disparitions*

Chaque annonce de disparition fait l'objet d'une analyse et d'une appréciation de la situation. Pour chacune d'entre-elles des mesures de police sont prises. En 2019, 117 dispositifs de recherches ont été mis sur pied. A 57 reprises, des dispositifs de conduite ad hoc ont été déclenchés.

Durant l'été 2019, trois disparitions nécessitant de conséquents moyens policiers ont été traitées. Les personnes disparues étaient un montagnard aguerri, un trailer (coureur à pied de longue distance en milieu naturel) et un navigateur. Selon toute vraisemblance, tous ont disparu alors qu'ils pratiquaient leur loisir. Des actes d'enquête

judiciaires, coordonnés avec les recherches terrestres, aériennes et subaquatiques, ont été nécessaires afin d'écartier tout soupçon d'homicide et de permettre une identification formelle ultérieure. A ce jour, ces trois personnes n'ont pas été retrouvées.

#### *Grande affaire de stupéfiants*

Elle a permis l'interpellation d'une personne avec 50 grammes de cocaïne. Cette personne a pu être dénoncée pour la vente d'environ 1 kilogramme de cocaïne et 3 kilogrammes de marijuana. Au total dans cette affaire, 20 personnes ont été dénoncées auprès du Ministère public pour consommation et trafic de stupéfiants.

### 2.2.2.3 Bilan et perspectives

#### *Cambriolages*

La stagnation du nombre de cambriolages s'explique éventuellement par un basculement des délits vers ceux dit « cyber ». Il n'en demeure pas moins que les investigations entreprises dans le domaine des cambriolages nécessitent d'imposantes mesures d'enquête. Nous observons que la criminalité étrangère s'exporte toujours bien, sans toutefois minimiser les actes d'auteurs locaux ou récidivistes.

#### *Stupéfiants*

S'agissant de la consommation et du trafic de produits stupéfiants dans notre canton, la police n'a pas connaissance de scène ouverte. Toutefois, il demeure relativement aisé de se procurer des stupéfiants. Nous portons une attention particulière sur le crystal meth, substance hautement addictive, dont les effets sont dévastateurs pour le consommateur.

Suite à l'ATF sur la dépénalisation de la possession de moins de 10 grammes de cannabis, nos processus doivent être adaptés. Ils seront mis en œuvre en 2020.

### 2.2.3 Activités au profit de la sécurité publique

#### 2.2.3.1 Chiffres

	2018	2019
Violences domestiques	540	548
Manifestations sécurisées	36	28
Maintien de l'ordre – Fribourg		
Nombre d'engagements	17	21
Dont sport	14	16
Agents engagés	537	639
Nombre d'heures	3 373	3 980
Maintien de l'ordre Romand (GMO)		
Nombre d'engagements	6	9
Agents engagés	106	101
Nombre d'heures	4 342	4 155
Protections rapprochées	57	38
Dont à l'étranger *		3
Dont en Suisse *		35
Passages dans les foyers pour requérants d'asile	358	301
Gens du voyage – installations de camps (Joux-des-Ponts) **	45	12
Nombre de caravanes	244	112
Nombre de nuitées	8 946	7 464
Montants encaissés pour l'aire de la Joux-des-Ponts	CHF 177 115	CHF 143 078
Gens du voyage – installations de camps (hors Joux-des-Ponts)	9	8
Nombre de caravanes	202	243
Nombre de nuitées	1 131	1 424

\* Nouveaux chiffres dès 2019

\*\* L'ouverture de la place multifonctionnelle de la Joux-des-Ponts a été reporté au 3 mai 2019 (à la place de début avril) en raison de travaux de constructions. De plus, une nouvelle statistique a été mise en place.

### 2.2.3.2 Evénements particuliers

#### *Importante visite d'Etat*

Le 1<sup>er</sup> juin 2019 nous avons, en appui des services de sécurité de l'ambassade des Etats-Unis, du Service fédéral de sécurité et de la Police cantonale bernoise, sécurisé la présence sur territoire fribourgeois, du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Mike Pompeo, invité par l'ambassadeur des Etats-Unis en Suisse et leurs délégations respectives. Un engagement d'importance et complexe, en fonction des sites visités ouverts au public et aux exigences sécuritaires américaines particulières.

#### *Place multifonctionnelle de la Joux-des-Ponts*

La Police cantonale n'a pas eu à intervenir en matière d'ordre et de sécurité publics sur la place.

Du 12 août au 19 octobre 2019, c'est l'entreprise Securitas qui s'est chargée de l'accueil des gens du voyage ainsi que de l'encaissement des taxes de séjour. Au terme d'une phase d'essai concluante, le contrat sera reconduit.

#### *VIGIPOL*

Suite aux événements qui se sont déroulés à Paris en janvier 2015, un Etat-major VIGIPOL a été mis sur pied. Un rapport est agendé toutes les trois semaines. Ce rapport vise notamment à apprécier la situation en matière de terrorisme et d'extrémisme violent sur le plan international et national. De nombreux contrôles ont été opérés en lien avec cette problématique

#### *Manifestation en faveur du climat*

La Police cantonale a encadré à 6 reprises des manifestations et cortèges organisés par le collectif pour la Grève du climat. A chaque fois les organisateurs avaient demandé des autorisations et tout s'est bien déroulé.

La Police cantonale est intervenue à 5 reprises, dans le cadre des manifestations mises sur pied par le groupe XR / extinction-rébellion. Leurs actions de désobéissance civile ont eu pour cadre des entraves à la circulation, des perturbations d'axes routiers et d'accès à un centre commercial. Ces agissements ont également été observés au niveau national et international.

#### *CRIMINO*

Chaque jour, principalement de nuit, les forces de gendarmerie agissent au profit de cet effort de lutte contre les cambriolages – vols de voitures, touchant principalement les logements, les commerces et entreprises groupés dans les zones industrielles, commerciales et artisanales du canton.

### 2.2.3.3 Bilan et perspectives

Les actions préventives, dissuasives ou répressives en matière de sécurité publique en 2019, ont permis d'assurer un haut niveau de sécurité de proximité dans le canton.

L'évolution de l'environnement sécuritaire national et international, ainsi que la survenance constante de nouveaux phénomènes criminels, imposera à l'ensemble de la Police cantonale de développer encore, en 2020 et à l'avenir, sa capacité d'anticipation et de sa réactivité.

## 2.2.4 Activités au profit de la sécurité routière / lacustre

### 2.2.4.1 Chiffres

	2018	2019
Accidents constatés par la police	1 088	*1 084
Personnes blessées lors d'accidents de circulation	695	*687
Personnes décédées lors d'accidents de circulation	9	*4

	2018	2019
Conducteurs accidentés avec stupéfiants	26	**22
Conducteurs accidentés en état d'ivresse	145	**153
Contrôles de vitesse (radars mobiles)	1 659	1 699
Cas d'infractions chauffard « Via Sicura »	46	30
Véhicules séquestrés dans les cas d'infractions de chauffard « Via Sicura »	15	12
Accidents de navigation	1	1
Aides apportées aux navigateurs ou nageurs en difficulté	7	17
Engagements du groupe des plongeurs	17	14
Convention du Lac de Neuchâtel		
Heures de patrouille	98,25	94
Heures d'intervention	49,25	40,75
Rapports de dénonciation	19	8
Rapports d'enquête pour accidents de plongée	0	2
Nombre de poids lourds, cars, etc. contrôlés	852	886
Infractions constatées	226	267
Leçons de circulation dans les écoles et instituts	1 403	1 302
Formation des patrouilleurs scolaires enfants	999	1 005
Formation des patrouilleurs scolaires adultes	570	629
Examens pour l'obtention du permis de conduire (nombre de personnes)	826	967
Cours d'éducation pour mineurs dénoncés pour infractions à la LCR	5	8
Campagnes de prévention sur la sécurité routière	6	5

\* Il s'agit d'une projection, car le délai de transmission de la statistique définitive à l'OFROU est fixé au 20.02.2020.

\*\* Il s'agit d'un résultat non définitif, car 11 résultats d'analyses ne nous sont pas encore parvenus (au 14.01.2020).

#### 2.2.4.2 Evénements particuliers

##### *Délinquance routière*

Actions ciblées afin de lutter contre les comportements générateurs d'insécurité routière. Elles se sont déroulées sur deux dates, lors desquelles, 58 véhicules ont été interceptés et contrôlés et 29 automobilistes ont fait l'objet d'une dénonciation pénale.

Dans le cadre du service ordinaire, les agents et agentes portent une attention particulière à ce genre de phénomène. Le développement de leurs connaissances spécifiques et l'acquisition de matériel de contrôle favorisent nos capacités à lutter contre ce genre de comportement.

##### *Radars semi-stationnaires*

Depuis la fin novembre 2019, la Police cantonale a déployé ses deux nouveaux radars semi-stationnaires pour les contrôles de vitesse sur nos routes. Dans une première phase, ces nouveaux appareils ont trouvé place principalement à l'intérieur des localités au profit de la sécurité de tous les usagers de la route, notamment dans les zones à vitesse modérée.

#### 2.2.4.3 Bilan et perspectives

##### *Accidents de cycles*

- > 69 accidents impliquant un cycle, soit 19 de moins qu'en 2018 (- 21,6 %) ;
- > 75 cyclistes blessés, soit 14 de moins qu'en 2018 (- 15,7 %) ;
- > 31 accidents impliquant un E-Bike, soit 15 de plus qu'en 2018 (+ 93,8 %) ;
- > 32 conducteurs blessés, soit 16 de plus qu'en 2018 (+ 100 %).

Comme en 2018, les agents et agentes durant leur patrouille, devaient être attentifs aux comportements à risque des cyclistes et conducteurs d'E-Bike. 288 patrouilles se sont concentrées spécifiquement sur cet objectif en 2019. 197 AO ont été délivrées (195 AO sur le comportement et 2 sur l'équipement).

« *Juste Juste* » (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019)

La nouvelle campagne de prévention routière de la Police cantonale et de ses partenaires, l'OCN et la section fribourgeoise du TCS a pour slogan « Juste Juste ».

Diffusée par affichage et sur les réseaux sociaux, avec la possibilité d'adhérer à une charte déclinant différents comportements à respecter, cette campagne a véhiculé un message positif et joyeux où l'on se félicite de ne pas avoir dépassé la limite.

En outre, quatre contrôles spécifiques concernant les distances de sécurité sur l'autoroute ont eu lieu.

Ces efforts seront reconduits en 2020.

#### 2.2.4.4 Prévention sur les lacs

« En toute sécurité sur nos lacs » (mai à septembre 2019)

Campagne préventive basée sur 3 axes : Visibilité – Sécurité – Cohabitation/Respect. Durant toute la saison estivale, trois films bilingues ont été diffusés sur les réseaux sociaux.

Des patrouilles et contrôles de tous genres ont été organisés.

#### 2.2.5 Activités particulières

##### 2.2.5.1 Contrôle des armes et explosifs

Les nouvelles dispositions de la Loi fédérale sur les armes (LArm) sont entrées en vigueur le 15 août 2019.

	2018	2019
Permis d'acquisition d'armes (civil)	1 213	1 488
Permis de port d'arme	37	57
Cartes européennes d'armes à feu	109	164
Mentions dans carte européenne d'armes à feu	37	39
Demandes refusées (acquisition et port d'armes)	27	36
Permis d'acquisition de matières explosives	14	9
Contrôles d'entrepôts de matières explosibles (utilisateurs)	1	1
Autorisations d'acquisition et mise à feu d'engins pyrotechniques cat. 4	86	58
Saisies d'armes (nbre de cas)	323	351
Enquêtes	84	87
Préavis pour mesures administratives	12	22
Destructions d'armes (nombre de pièces)	551	530
Reprise d'armes auprès de tiers pour destruction (nombre de pièces)	156	130
Reprise d'explosifs à des fins de destruction (en kilogrammes)	29,5	2,3
Reprise de détonateurs à des fins de destruction (en pièces)	204	754

##### 2.2.5.2 Gestion des entreprises de sécurité

En 2019, ont été délivrées :

	2018	2019
Autorisations d'engager du personnel	134	185
Autorisations d'exercer	40	27
Autorisations d'exploiter	2	5
Autorisations pour l'engagement d'agents de sécurité dans les établissements publics	1	5

	2018	2019
Autorisations pour l'engagement d'agents de sécurité dans les commerces	6	1

On compte actuellement 12 entreprises de sécurité autorisées dans le canton (2018 : 13).

#### 2.2.5.3 Transports de détenus

	2018	2019
Nombre de transports	4 524	4 549
Soit dans le canton	3 989	4 067
Soit hors canton	549	488
Nombre de km parcourus	130 685	124 579

#### 2.2.5.4 Groupe d'intervention

	2018	2019
Engagement du Groupe d'intervention (GI)	215	214
Interventions spécifiques GI	40	50
Transfert détenus dangereux	41	42
Actions en terrain difficile	18	28

#### 2.2.5.5 Chiens de police

	2018	2019
Nombre de chiens	12	9
Nombre d'examen (tests d'aptitudes opérationnelles) / dont échoué	4/0	4/1
Nombre d'engagements	264	249
dont des arrestations et/ou découvertes d'objets dérobés	25	17
dont des perquisitions par des spécialistes stupéfiants	71	114
dont des recherches de personnes	155	129
dont des fouilles préventives par des spécialistes des explosifs	13	3

L'engagement des chiens s'est révélé fructueux à 19 reprises lors de recherches de personnes et à 61 reprises lors de recherches de drogues, représentant 1275 grammes de Haschich, 1752 grammes de Marijuana, 106 grammes d'ecstasy, 105 pilules Thai, 376 grammes de cocaïne, 186 grammes de Crystal meth, 17 grammes d'héroïne, 312 grammes d'amphétamine, plusieurs centaines de francs.

#### 2.2.5.6 Interpellation des personnes signalées

Personnes signalées dans le système de recherches RIPOL / SIS Schengen.

	2018	2019
Nombre	1 209	886

#### 2.2.5.7 Refoulement à l'étranger

	2018	2019
Escorte pour refoulement	18	17
Agents engagés	61	85
Heures d'engagements	1 336	1 456

#### 2.2.5.8 Engagement à l'étranger

Un gendarme de la Police cantonale s'est engagé dans le cadre de la mission « POSEIDON » de FRONTEX (Agence Européenne de garde-frontières et garde-côtes) à Lesbos en Grèce du 5 novembre 2019 au 5 décembre 2019.

L'opération « POSEIDON » aide la Grèce à surveiller ses frontières, à sauver des vies en mer, à se doter de capacités

d'enregistrement et d'identification, ainsi qu'à lutter contre la criminalité transfrontalière. La zone opérationnelle couvre les frontières maritimes de la Grèce avec la Turquie et les îles grecques.

Notre collaborateur s'est, entre autre, occupé de la prise en charge des migrants et migrantes pour leur identification et leur enregistrement dans le camp de Moria où logent plusieurs milliers de personnes en situation de très grande précarité (sanitaire et sécuritaire). Il a également été engagé à 2 reprises comme agent d'escorte dans des missions de réadmission maritime entre Mytilène (GR) et Dikili (TK).

#### 2.2.5.9 Plateforme de coordination policière sport (PCPS)

La Plateforme de coordination policière sport (PCPS) se veut bâtisseuse de ponts entre les services policiers et non-policiers et, en tant que tel, elle entretient d'étroits réseaux. En outre, elle conseille la Conférence des commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS). En collaboration avec fedpol, le Reporting est l'une de ses tâches principales. Entre le 1<sup>er</sup> juin 2018 et le 2 juin 2019, 457 matchs de football et 708 matchs de hockey ont été analysés et évalués. De plus, 9 visites opérationnelles de matchs ont été effectuées et nous avons été invités à 4 débriefings opérationnels.

Au niveau national, HOOLI-Alarm ainsi qu'une nouvelle plateforme dans HOOGAN, pour l'identification d'auteur-e-s de violence lors d'événements sportifs, ont été introduites.

Le groupe de pilotage de la PCPS est responsable pour l'orientation stratégique alors que la conférence des services décentralisés s'occupe des aspects opérationnels.

La PCPS, en tant que telle, est également représentée dans divers groupes de travail.

#### 2.2.5.10 Service des renseignements généraux (SRG)

Le SRG a subi d'importants changements en 2019 quant à sa structure et à sa manière de fonctionner. Différents processus ont été revus puis adaptés à la situation sécuritaire actuelle. Le personnel est passé d'un statut de « généraliste » à un statut de « spécialiste ». Ainsi, les agents et agentes ont été nommés répondant d'une ou de plusieurs thématiques traitées par le service. Cette manière de faire, respectivement la centralisation des informations et des compétences, a permis un gain important en efficacité et en efficience. Dans le cadre de leurs spécialisations, le personnel du SRG a pu suivre plusieurs formations en Suisse et à l'étranger. De plus, un service de réception qui garantit l'atteignabilité du SRG sur un horaire administratif durant les jours de la semaine a été mis sur pied et permet d'améliorer le suivi de la situation.

Durant l'année écoulée, le SRG a adressé près de 70 rapports au Service de renseignement de la Confédération (SRC) dans le cadre des domaines liés au terrorisme, au contre-espionnage, à l'extrémisme violent et à la non-prolifération.

### 2.3 Appui aux opérations /administration (prestations)

#### 2.3.1 Comptabilité

	2018	2019
Montant des amendes d'ordre encaissées	CHF 7 526 898	CHF 8 344 972
Factures établies *	24 335	16 341
Montants facturés	CHF 6 672 189	CHF 6 331 078

\* La diminution du nombre de facture ne correspond pas à une diminution réelle mais à une modification de méthode de travail suite au passage dans le logiciel SAP.

#### 2.3.2 Activités juridiques

	2018	2019
Contentieux (doléances, plaintes, réclamations, etc...)	94	65
Dossiers traités en matière de protection des données	35	49
Demandes de consultation enregistrées	39	40

### 2.3.3 Communication et relations publiques

	2018	2019
Communiqués de presse	371	326
Demandes de journalistes	676	671
Nombre de stagiaires	10	10
Activités de relations publiques	8	6
Facebook Police cantonale		
« Like » – état	13 187	17 150
Abonnés – état	13 575	17 794
Publications	141	157
Messages – demandes traités via Facebook	211	253
Instagram Police cantonale (dès août 2018)		
Abonnés – état	2 592	5 819
Publications	46	85
Messages – demandes traités via Instagram	59	256
Visites à la Police cantonale	73	65
Passeports – vacances	19	10
Traductions	449	661

#### 2.3.3.1 Actions de relations publiques et prévention

Durant l'année 2019, la Police cantonale a procédé à plusieurs actions de prévention et d'information dans différents domaines lors de présentations organisées à la demande d'écoles, de communes ou d'autres associations. Les métiers de la police, comment devenir policier ou policière, de quel matériel est équipé la patrouille d'intervention, la sécurité et les arnaques à l'encontre des aîné-e-s et la cybercriminalité sont une partie des thèmes qui ont été traités lors de ces rencontres. Ainsi, 16 engagements d'agents et agentes de relation publique devant une assemblée intéressée de 20 à 60 personnes ont été mis en œuvre. Ce genre de prestations trouve un écho positif auprès de nos concitoyens et concitoyennes et ces actions continueront d'être entreprises.

*« Plus fort que la violence/Stärker als Gewalt »*

Dès l'automne 2019, le Bureau d'égalité homme-femme et de la famille (BEF) a mis sur pied une exposition itinérante et bilingue « Plus fort que la violence/Stärker als Gewalt ». Cette prévention sur la violence domestique cible avant tout les jeunes et jeunes adultes en formation entre 15 et 25 ans. Du 23 octobre au 21 novembre 2019, les policiers et policières, en collaboration avec d'autres intervenants et intervenantes d'autres services de l'Etat, ont pu accueillir, guider et conseiller les jeunes visiteurs et visiteuses sur cette problématique. Les agents et agentes de la Police cantonale ont été présents à 70 des 90 représentations programmées durant la période susmentionnée. Le bilan de cette exposition est très positif et de nouvelles périodes seront planifiées durant l'année 2020.

*Comptoir de la Veveysse à Châtel-Saint-Denis*

Du 23 au 27 octobre 2019, la Police cantonale fribourgeoise et l'Association des polices communales étaient présentes lors du 5<sup>e</sup> Comptoir de la Veveysse à Châtel-Saint-Denis. A cette occasion, des messages de prévention routière avec l'action « Made visible » ou en matière de cybercriminalité ont été communiqués aux visiteurs et visiteuses. Les différentes tâches de Police de proximité et des Polices communales ont également été présentées. Un bilan positif a également été tiré suite à notre présence lors de cet événement.

#### 2.3.3.2 Jubilés

*50 ans du groupe des Plongeurs de la Police cantonale*

Le 12 septembre 2019, la Police cantonale fribourgeoise a officiellement fêté le 50<sup>e</sup> anniversaire de son groupe des plongeurs. Plus de septante invité-e-s ont participé aux festivités qui se sont déroulées à bord du bateau Le Fribourg, sur le lac de Neuchâtel. Les plongeurs fribourgeois ont eu à cœur d'organiser une plongée intercantonale, réunissant

ainsi les plongeurs de Fribourg, Genève, Vaud, Berne et du Tessin. Pour marquer le coup de ce jubilé, une plaque commémorative a été déposée par trois plongeurs (un Fribourgeois, un Bernois et un Vaudois) aux côtés de la Vierge protectrice, à environ 20 mètres de profondeur. En 50 ans, quelque 50 plongeurs se sont succédés et n'ont jamais cessé de s'adapter, de se former et de suivre l'évolution du matériel, ceci afin de garantir un maximum de sécurité. Aujourd'hui, le pool fribourgeois dénombre 10 plongeurs. Si, à l'année, ils sont répartis et affectés à différents postes dans toutes les régions du canton, un entraînement les réunit chaque semaine. Durant la saison estivale, chaque plongeur est amené à rejoindre la police du lac pendant un mois et demi.

#### *75 ans du Commissariat d'identification judiciaire*

Le 11 avril 2019, le Commissariat d'identification judiciaire a fêté ses 75 ans d'existence. Les anciens et les retraités ont rejoint le personnel actif du CIJ ainsi que les officiers et officières de la Police cantonale et plusieurs membres des institutions partenaires, pour une cérémonie retraçant le travail de la police scientifique dans notre canton et l'histoire du CIJ. Une conférence tenue par Emilio Scossa-Baggi, Chef retraité de la Scientifica de la Police cantonale tessinoise nous a décrit l'évolution de la police scientifique au travers des âges. Il a également abordé les défis futurs de notre discipline et rappelé que la scène de crime devait rester au centre de notre attention. A cette occasion, le musée du Mad 3 s'est transformé pour le temps d'une journée en exposition des anciennes affaires du CIJ. Une brochure a été éditée.

#### 2.3.4 Forensique

	2018	2019
<b>CLASSIQUE</b>		
Identifications par le CIJ :	285	284
soit par traces papillaires	135	99
soit par ADN	107	128
soit par traces de semelles	43	57
Relations par traces de semelles	160	123
Relations par ADN	114	140
Personnes dactyloscopiées	1 442	1 385
Prises ADN sur la personne	1 228	1 182
Effacements des fiches dactyloscopiques	1 322	1 721
Effacements de profils ADN	885	1 331
<b>NUMERIQUE</b>		
Données extraites des téléphones en Térabyte (TB)	4	8
Affaires stockées sur serveur en Térabyte (TB)	200	85

Les identifications ADN et les traces de semelles sont à nouveau en augmentation. On remarque une recrudescence des effacements ADN, qui compense les prises d'ADN annuelles.

La quantité des supports numériques séquestrés et analysés n'a pas diminué par rapport à l'année passée. En revanche, le processus actuellement en place permet de diminuer le volume à stocker.

#### 2.3.5 Gestion des ressources humaines

	2018	2019
Débriefeurs à Police cantonale	8	6
Débriefings/defusing effectués	42	48
Agents blessés en service	30	35
Blessures ayant produit des jours d'arrêt de travail	9	8
Jours d'absence (accident professionnel)	569	730
Taux de présence	95 %	94 %
Nombre de collaborateurs à temps partiel	118	118

## 2.3.6 Formations

### 2.3.6.1 CIFPol

Le jeudi 3 janvier 2019, 25 aspirants et aspirantes ont débuté leur formation au sein du Centre Interrégional de Formation de Police (CIFPol), Ecole de Granges-Paccot (EGP).

Deux aspirants ont quitté l'école en cours d'année. Au terme de leur formation, les 23 aspirants et aspirantes qui se sont présentés aux examens ont obtenu leur brevet fédéral de policier/policrière. Le vendredi 13 décembre 2019, ce sont 19 gendarmes et 4 inspecteurs et inspectrices qui ont été assermentés en la cathédrale St-Nicolas de Fribourg.

La formation de l'école de police 2019 a pu bénéficier des synergies instaurées entre les partenaires du CIFPol (FR, JU & NE) avec notamment l'accomplissement de plusieurs camps pratiques communs, d'exercices d'envergure, de manifestations sportives ou de formations diverses rendues possibles grâce à la mutualisation des infrastructures propres à chaque canton. Les aspirants et aspirantes du CIFPol ont également été formés aux principes de base du maintien de l'ordre (MO) dans le cadre d'une formation organisée par le Groupe romand de maintien de l'ordre (GMO), ceci sur le site dédié de St-Astier (F).

#### *Ecole de police 2020*

Concernant cette volée, 25 aspirants et aspirantes ont été sélectionnés parmi les 252 candidatures reçues. Celle-ci comprend 21 aspirants et aspirantes pour la gendarmerie et 4 pour la police de sûreté, dont 4 femmes et 21 hommes. S'agissant de la répartition linguistique, elle se compose de 16 francophones et de 9 germanophones.

### 2.3.6.2 Formations continues

#### *Chef de la formation continue*

Cette mutation de la formation policière a nécessité une adaptation de la structure de formation qui s'est concrétisée par la création d'un poste de chef de la formation continue. Celui-ci, en sus de son rôle de remplaçant du chef du centre de formation, a pour tâche notamment d'implémenter et de conduire la seconde année de formation, considérée comme année de perfectionnement.

	2018	2019
Formations maintien de l'ordre	12	8
Dont Groupe de maintien de l'ordre romand (GMO)	11	7
Formations diplômantes supérieures délivrant un CAS en cours d'emploi (terminées en 2019)	11	6
Formations de l'Institut Suisse de Police (ISP)	14	29
Formations pour les collaborateurs dans les domaines sécuritaires (en heure par agent-e / an)	24	24
Formation pour les partenaires		
Nombre de modules organisés	30	32
Dont modules pour les polices communales	11	7
Nombre de personnes formées	547	583
Dont agents des polices communales	149	101

L'offre de formation continue de la Police cantonale s'est étoffée en 2019 avec notamment l'introduction d'un second module de e-learning relatif à la cybercriminalité ou de formations basées sur des thématiques d'actualité, comme par exemple les situations rencontrées en cas d'attaque de fourgons blindés.

Les modules organisés par le Centre de formation (CFP) ont pu se dérouler de manière centralisée et sur des journées entières grâce aux possibilités logistiques et infrastructurelles offertes par le bâtiment de police MAD 3.

Le Centre de formation a également organisé et dispensé différentes formations, essentiellement dans les domaines sécuritaires et de la circulation, à de nombreux partenaires. Le personnel ainsi formé était issu de polices communales, d'établissements pénitenciers, de différents services de l'Etat ou d'entreprises de sécurité privée.

### 2.3.7 Informatique et télécommunications

Au cours de l'année 2019, en matière d'informatique et de télécommunication, l'accent principal a été mis sur les objets suivants :

- > Système central d'information Zephyr :
  - > Adaptations effectuées suite à la nouvelle ordonnance sur les armes Schengen : paramétrage et optimisation des processus de traitement pour la récupération des demandes électroniques via XML ;
  - > Automatisation de la procédure des réquisitions entre la Police cantonale et l'OCN (Office de la Circulation et de la Navigation).
- > AFIS nouvelle génération : digitalisation des mesures signalétiques des personnes. Intégration dans le système centrale d'information Zephyr ;
- > Gestion des reprises des données signalétiques des personnes (traces et photos) ;
- > Check In : nouvelle plateforme de gestion des hébergements de l'Union Fribourgeoise du Tourisme. Intégration automatisée dans le système centrale d'information Zephyr ;
- > Travaux de migration infrastructure pour les déploiements de software des postes de travail ;
- > Intégration des systèmes d'alarmes Etrinex SIA / DC09 ;
- > Migration All-IP de la centrale téléphonique du 117 au CEA (Centrale d'Engagement et d'Alarmes) ;
- > Maintenance et exploitation du réseau radio POYLCOM.

### 2.3.8 Logistique et infrastructures

#### 2.3.8.1 Véhicules

	2018	2019
Voitures	236	231
Dont électrique/gaz	3	3
Dont hybride	10	14
Motos	11	11
Bateaux	4	4
Vélos électriques	17	18

#### 2.3.8.2 Infrastructures

63 projets de moyenne à grande importance ont été réalisés et 53 bons de travaux ont été demandés aux artisans de l'Etat au profit des 43 bâtiments occupés par la police. Plus de 1500 interventions diverses (rafraîchissements, entretiens, peintures, sols, pannes, etc.) ont été effectuées.

Principaux projets :

- > Réalisation des travaux d'agrandissement du bâtiment de la police du lac à Portalban ;
- > Réalisation sur le site de Granges-Paccot (création de locaux de séquestre et de stockage, d'un vestiaire GRIF, réorganisation de la halle à véhicules, etc.) ;
- > Assainissement du poste et de l'habitation à Cheyres ;
- > Assainissement du poste à Sugiez ;
- > Rafraîchissement et mise aux normes du local photo du commissariat d'identification judiciaire au Bapol ;
- > Adaptation du local LAVI au Bapol ;
- > Etude sur le concept de la sécurité intégrale et du plan de fermeture des bâtiments de police ;
- > Pose de panneaux solaires sur les toits du bâtiment au chemin de la Madeleine 8 à Granges-Paccot.

#### 2.3.8.3 Habillement, équipement et armement (HEA)

Gestion du matériel personnel et collectif ainsi que de l'armement pour l'ensemble de la Police cantonale.

- > Achat de 2 remorques de pompiers d'occasion pour le matériel ORCAF ;
- > Achat d'un système anti-drone (filet) ;

- 
- > Introduction de la tenue « cadre » UNIMATOS.

#### *Commission logistique*

Dans le cadre de ses travaux, cette commission poursuit ses projets concernant l'acquisition de matériel et d'équipement. Différents tests dans le terrain sont effectués afin de valider ces équipements avant de procéder à des acquisitions à plus large échelle. Parmi ces projets, la Police évalue de nouveaux gilets de protection pour le personnel ou l'acquisition d'un holster de cuisse afin de libérer la ceinture de charge et de soulager le dos des agents et agentes.

## **2.4 Domaines d'évolution**

### **2.4.1 Formation**

#### **2.4.1.1 Concept général de formation (CGF 2020)**

La volée 2020 des aspirants et aspirantes sera la première formée sur deux ans comme le prévoit le concept général de formation. Cette exigence du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), offre l'opportunité d'axer davantage la formation de base sur les aspects pratiques du métier. La première année, essentiellement dédiée à l'acquisition des connaissances et des gestes pratiques, se terminera par un examen de la capacité opérationnelle (ECO). La réussite de ce dernier donnera accès à la seconde année de formation. Celle-ci sera consacrée à la consolidation et l'intégration des connaissances pratiques par le suivi de stages dans différents services de la Police cantonale et au sein d'autres institutions partenaires. Le brevet fédéral de policier/policrière (BFP) conclura ces deux ans de formation.

#### **2.4.1.2 Formation judiciaire romande (FJR)**

Depuis 2019, le canton de Fribourg est en charge de la formation judiciaire romande. Celle-ci est composée de 4 modules distincts. Les 2 premiers sont dédiés à la formation de base des inspecteurs et inspectrices de police et se déroulent dans les centres de formation respectifs des cantons d'appartenance. Les modules 3 et 4 ont, quant à eux, été organisés et gérés par les responsables de la formation judiciaire de la Police cantonale fribourgeoise. Ils s'adressaient aux 44 nouveaux inspecteurs et inspectrices et transferts des gendarmeries vers les polices de sûreté des corps partenaires des 6 cantons romands. Une quarantaine de participants et participantes est à nouveau attendue pour l'édition 2020 qui se déroulera durant les mois de septembre et octobre.

#### **2.4.1.3 Projet d'Evolution professionnelle**

Nous avons poursuivi en 2019, l'aménagement des systématiques liées à la gestion de l'évolution professionnelle du personnel et des cadres. Les profils de compétences propres à chaque niveau hiérarchique ont servi de base à une redéfinition de deux processus :

- > L'entretien d'évaluation et de développement ;
- > La sélection des (futur-e-s) cadres souhaitant rejoindre un pool.

En 2020, tout le personnel sera informé voire formé à l'utilisation des nouveaux outils et formulaires liés à ces processus. D'autres adaptations dans le domaine de la sélection et des plans de formations verront également le jour.

#### **2.4.1.4 Plateforme Suisse ePolice**

Une nouvelle version a été mise en ligne en 2019 ainsi qu'une application pour smartphone. Les modifications de la Larm seront introduites ultérieurement afin de réaliser le guichet unique prévu par la loi.

#### **2.4.1.5 Perquisitions numériques**

Le projet de remplacement des infrastructures a été lancé en 2019 et se poursuivra sur 2020 et 2021.

### **2.4.2 Unité de gestion des menaces**

La création de cette unité, acceptée par le Grand-Conseil, dont les membres ont approuvé les modifications nécessaires à sa création dans la Loi sur la Police cantonale, entrera progressivement en vigueur à partir du mois de juillet 2020.

### 2.4.3 Lutte contre le travail au noir

Afin de lutter efficacement contre le travail au noir, la nouvelle loi sur l'emploi et le marché du travail (LEMT) est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Cette dernière octroie de nouvelles compétences judiciaires aux inspecteurs et inspectrices de la surveillance du marché du travail (SMT) qui dépendent du Service public de l'emploi (SPE). A cet effet, un concept de coopération et de formation est en cours d'élaboration entre le SPE et la Police cantonale.

### 2.4.4 Lutte contre la criminalité digitale

Après plusieurs mois de préparation, la Plateforme d'Information de la Criminalité Sérielle En Ligne (ci-après : PICSEL) est en production depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2019. Cette plateforme regroupe les données, dans le domaine de la cybercriminalité, des cantons romands et du Tessin. D'autres cantons ont démontré leur intérêt à rejoindre le projet. PICSEL a pour but d'obtenir une vue globale de la criminalité numérique, d'identifier des phénomènes et des séries, d'étudier les modes opératoires et de mettre en place rapidement des mesures réactives et préventives.

## 3 Service de la protection de la population et des affaires militaires (SPPAM)

Chef de service : Jean-Denis Chavaillaz

### 3.1 Protection de la population

#### 3.1.1 Activités courantes

Le domaine de la protection de la population a été représenté lors de séances et groupes de travail mis sur pied par l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP), l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), l'Office fédéral de l'approvisionnement économique du pays (OFAE), MétéoSuisse, la Centrale nationale d'alarme (CENAL), la Commission fédérale de la télématique dans le domaine du sauvetage et de la sécurité, ainsi que dans le cadre de la plateforme ABC des cantons et de différentes conférences latines dans le domaine de la protection de la population.

Comme cela s'est établi depuis quelques années, les protections de la population des cantons de Fribourg et Neuchâtel ont rencontré Groupe E afin d'échanger sur des mesures communes de gestion extraordinaire de l'approvisionnement électrique.

Les rencontres semestrielles de coordination entre la centrale d'engagement et d'alarme (CEA) de la police cantonale, la centrale d'appels sanitaires urgents (CASU144) et la protection de la population se sont poursuivies cette année.

A l'instar de l'organisation au niveau fédéral et latin, la protection de la population a décidé de constituer une plateforme cantonale ABC, regroupant tous les acteurs cantonaux des domaines atomique, biologique et chimique. Pendant une phase pilote de deux ans, cette plateforme aura pour but de renforcer la collaboration et d'augmenter les connaissances.

Avec comme objectif une entrée en vigueur simultanée avec la loi fédérale sur la protection de la population et la protection civile (LPPCi) au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les travaux de rédaction en vue de la révision de la loi cantonale sur la protection de la population (LProtPop) se sont poursuivis.

Dans le cadre du projet « Protection des infrastructures critiques », initié par l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP), le recensement des infrastructures critiques et la rédaction des dossiers d'ouvrage avec les exploitants se sont poursuivis. Un plan de protection a été rédigé pour une infrastructure d'importance cantonale.

En janvier 2019, une convention portant sur le domaine des séismes a été signée avec l'Etat du Valais. Celle-ci doit favoriser la collaboration dans ce domaine, notamment dans la planification, la formation de spécialistes post-sismiques

---

dans l'évaluation de l'habitabilité des bâtiments, et la sensibilisation des enseignants et écoliers sur le risque sismique et le comportement à adopter.

Suite à la panne téléphonique généralisée de l'Etat en décembre 2017, le SITel a mis en place une solution de basculement automatique de certains numéros vers des natels. Afin de garantir l'atteignabilité de l'OCC en tout temps, celui-ci a intégré cette solution.

Suite à l'abandon par Swisscom des lignes téléphoniques analogiques et ISDN, non seulement les lignes téléphoniques étatiques de l'ACC (Poste de commandement du gouvernement), mais aussi les lignes de secours indépendantes du réseau de l'Etat y ont été migrées.

Afin de répondre aux exigences techniques de Swisscom, des travaux d'adaptation du système de mobilisation GAFRI se sont poursuivis sous la coordination du SITel, en étroite collaboration avec la police cantonale et la centrale d'appels sanitaires urgents 144.

Suite au dernier contrôle de l'ACC effectué par l'OFPP, les derniers travaux d'adaptation ont été effectués dans l'ouvrage d'une part afin, de le mettre aux normes, d'autre part pour améliorer sa capacité à accueillir l'OCC.

Suite à l'abandon par la SSR du réseau de télévision par TNT, la protection de la population a mis en place une autre solution afin de disposer d'un signal TV dans l'ACC.

Afin d'augmenter les possibilités de travail à l'ACC, des antennes WIFI supplémentaires y ont été placées, assurant ainsi une couverture totale avec le réseau de l'Etat.

Afin de garantir les transmissions en cas de catastrophe, la protection de la population a organisé des formations POLYCOM pour les membres partenaires de la protection de la population. Celles-ci ont été dispensées par le CIPCI.

Suite à la signature de la convention de collaboration avec les radio-amateurs fribourgeois (RAF), ceux-ci, sur la base d'une planification des emplacements établie avec tous les partenaires de la protection de la population, ont procédé aux travaux de montage de ce réseau.

Le groupe d'accueil psychologique a effectué une journée de formation à la caserne de la Poya le 19 novembre 2019.

La convention réglant l'utilisation commune de l'ACC a été résiliée unilatéralement par l'armée. Le canton en assure par conséquent dorénavant l'intégralité des coûts d'entretien.

Avec l'introduction par la Confédération de l'outil Alertswiss, un nouveau moyen de communication est à disposition du canton pour informer la population. En collaboration avec les deux centrales d'alarmes et les responsables info/comm de la police cantonale et de l'OCC, la protection de la population en a défini les utilisateurs et les cas d'utilisation.

#### 3.1.1.1 Exercices

Du 11 au 13 novembre 2019 a eu lieu la phase d'engagement de l'exercice du Réseau national de sécurité (ERNS19). S'appuyant sur une situation évolutive d'une menace terroriste, cet exercice a permis à l'OCC d'entraîner la gestion d'une telle situation et de tester les collaborations de conduite, technique et de l'information entre les cantons et avec la Confédération.

Sous la conduite de la CENAL, la protection de la population a participé à l'exercice visant à tester les procédures, notamment d'alarme, en cas de rejets radioactifs dans l'Aar par la centrale nucléaire de Mühleberg.

La protection de la population a participé au montage et au déroulement de l'exercice de la cellule de crise du Groupe E SA. Cela a permis de renforcer les liens et d'améliorer les processus de collaboration avec ce partenaire important de l'OCC.

Dans le cadre des préparatifs nécessaires à l'ouverture de la nouvelle ligne CFF reliant Genève à Annemasse (F) – le CEVA -, la protection de la population a participé comme arbitre à cet exercice. Cela a notamment permis d'observer le travail des échelons de conduite et des formations d'intervention d'un autre canton et de la France.

Les travaux de préparation pour l'exercice commun de 2021 entre Groupe E, l'EMCC Neuchâtel et l'OCC Fribourg ont démarré, avec l'appui de l'OFPP.

### 3.1.1.2 Organe cantonal de conduite

Pour faire face à la sécheresse de cet été, l'OCC a mis en place un état-major ad hoc (EM HELIOS19), qui a assuré le suivi continu de la situation. Il a également proposé à l'OCC de soumettre au Conseil d'Etat une interdiction générale de faire du feu et des feux d'artifice, proposition qui a été mise en vigueur du 26 juillet 2019 au 7 août 2019.

Suite à la pollution par des hydrocarbures sur le site des TPF à Givisiez et des cours d'eau en aval, l'OCC a été mis sur pied du 18 novembre à la mi-décembre 2019, afin de coordonner les opérations et d'appuyer le PC front.

L'organe cantonal de conduite (OCC) s'est réuni 5 fois durant l'année 2019 dans le cadre de ses séances ordinaires.

De plus, l'OCC a consacré sa sortie annuelle à la visite de l'OCC du canton de Zürich et de la rédaction de la NZZ.

Elle a permis aux participants d'une part de mieux connaître le fonctionnement d'un autre organe cantonal de conduite, et, d'autre part d'échanger sur la relation de sa CInfo avec les médias.

En 2019, l'OCC a subi une mutation parmi ses membres, à savoir :

- > Nomination d'une cheffe santé suppléante supplémentaire.

De plus, de nombreux départs, remplacements et nouvelles incorporations ont eu lieu parmi les spécialistes OCC, destinés à renforcer l'OCC en fonction de l'évènement, notamment en lui apportant le savoir de spécialistes.

L'incorporation d'un nouvel officier renseignement au sein de la cellule rens OCC a permis d'augmenter la capacité à durer.

Les spécialistes OCC ont été conviés au rapport annuel le 24 mai 2019. De plus, ils ont été invités à suivre, sous la conduite d'un instructeur de l'OFPP, des modules de formation qui traitaient des activités de conduite et des produits qu'ils pourraient livrer à l'OCC.

### 3.1.1.3 Organes communaux de conduite

Contrairement à l'habitude des années précédentes, la protection de la population a renoncé cette année à rassembler les chefs ORCOC pour leur rapport annuel, cette manifestation s'avérant inutile au vu de l'état de l'avancement des travaux de révision de la LProtPop.

### 3.1.1.4 Plans d'engagement

Les plans d'engagement et concepts suivants ont été établis et validés par l'OCC :

- > Plans d'intervention OPAM pour les entreprises Steiger et SIKA, complément au plan d'intervention établi par l'entreprise et destiné aux sapeurs-pompiers ;
- > Planification de remise ultérieure des comprimés d'iode par les pharmacies ;
- > Concept réglant la mise sur pied de l'OCC et ses activités pendant les premières heures ;
- > Création d'un Team Social Media, afin de renforcer la CInfo de l'OCC par des spécialistes dans la gestion et l'utilisation des médias sociaux.

Les plans d'engagement suivants ont été mis à jour :

- > Rejets radioactifs dans les cours d'eau ;
- > Crues ;
- > Alarme-eau.

Sur mandat de l'OCC, la protection de la population a entamé, respectivement poursuivi avec les partenaires nécessaires, dont également ceux des cantons voisins, la rédaction de différents plans d'engagement :

- > Décontamination de masse ;
- > Hébergement de masse ;
- > « LAGO TRE », afin de faire face à un accident sur les trois lacs ;
- > Plans d'intervention complémentaires OPAM pour l'entreprise Extranet ;
- > Crises d'approvisionnement en nourriture, hydrocarbures et produits thérapeutiques ainsi que lors de problèmes logistiques.

---

Concernant ce dernier plan d'engagement, l'OCC a décidé d'élargir sa portée en ajoutant le problème de l'approvisionnement en eau potable.

Afin d'être en adéquation avec la nouvelle doctrine figurant dans la prochaine version de la LProtPop, le Plan ORANGE a été aboli.

## **3.2 Protection civile**

### **3.2.1 Mission**

Le secteur de la protection civile (PCi) planifie et conduit les tâches dans les domaines :

- > Opération : instruction et engagement du bataillon PCi, achat et gestion du matériel, des véhicules et des équipements, entretien et exploitation des ouvrages de conduite, exploitation des systèmes de communication (POLYCOM), alarme à la population ;
- > Instruction : instruction des cadres, instruction de base et formation complémentaire des astreints PCi, formation des membres des organes communaux de conduite ;
- > Support : gestion des systèmes informatiques de gestion, gestion et convocation des astreints, traitement des dossiers liés à l'obligation de construire des abris PC.

### **3.2.2 Opération**

#### **3.2.2.1 Organisation**

Durant l'année 2019, la structure bataillonnaire et son état-major de milice ont été consolidés sous la conduite du chef d'Etat-Major professionnel assurant également la fonction d'adjoint du commandant PCi.

Un rapport des commandants a réuni le commandant de la protection civile, les commandants de la compagnie état-major et des trois compagnies d'intervention. Il s'agissait de faire le bilan des activités de l'année écoulée et d'orienter les commandants de compagnie sur les missions d'utilité publique, les cours de répétition 2020 ainsi que sur la future structure régimentaire de la PCi.

#### **3.2.2.2 Cours de répétition**

Durant l'année écoulée, de nombreux cours ont été organisés. Il s'agit notamment de l'entretien périodique des installations, les travaux pratiques en faveur de la collectivité et l'appui dans le cadre d'exercices ou des cours d'instruction de la troupe.

Malgré la courte durée des cours de répétition, un grand nombre de demandes de dispense nous a été adressé. Celles-ci ont été traitées selon la procédure appliquée par le SPPAM pour les demandes de dispense présentées par les astreints au service militaire. Les astreints sont systématiquement re-convoqués pour un service à une date ultérieure dans l'année afin de réduire le nombre de personnes ne faisant pas de service.

#### **3.2.2.3 Engagements**

Divers engagements ont été accomplis pour soutenir les collectivités ainsi que les partenaires de la protection de la population. Ces activités ont eu lieu notamment lors de déménagements et réaménagements de personnes âgées d'un home, lors du Tour de Romandie et du Tour de Suisse, lors de travaux de montage et de démontage d'infrastructures, lors de l'exploitation de postes de commandement, lors de la gestion de la circulation et de parking ainsi que durant diverses manifestations. Une intervention d'urgence a été menée en décembre suite à une fuite de 45 000 litres de mazout dans un étang proche des nouvelles infrastructures des TPF à Givisiez. Cette intervention a engendré à elle seule 962 jours de service. En tout, 1469 jours de service ont été effectués durant l'année 2019 au profit des collectivités.

### **3.2.3 Instruction**

#### **3.2.3.1 Organisation**

Le centre d'instruction de la protection civile de Sugiez (CIPCi) forme les cadres, les spécialistes et les astreints de la protection civile (cours cantonaux et intercantonaux et nouvellement au profit de l'OFPP) ainsi que des cours pour les Organes communaux de conduite. Ces cours sont dispensés au centre à Sugiez ou dans les communes.

### 3.2.3.2 Taux d'occupation

<b>Nombre de jours de service</b>	
Ecoles de formation	2 700
Cours de cadres intercantonaux	356
Cours de répétition	494
Autres (ASTAG, OFPP, Police ...)	1 649
Total	5 199

#### **Participants aux Ecoles de formation sur l'emplacement de Sugiez**

Préposés à l'assistance	53 (dont 3 JU)
Pionniers	43 (dont 3 JU)
Collaborateurs EM	62
Préposés constructions	13 (dont 2 JU)
Préposés matériel	11 (dont 3 JU)
Cuisiniers	7 (dont 1 NE)
Cdt cp GTIR	7 (dont 3 FR)
C sct	12
C gr appui, assistance, rég circ	30
Conducteurs	17
Total	255

#### **Cours intercantonaux pour cadres et spécialistes et cours de la Confédération**

<b>Fonction</b>	<b>Emplacement</b>	<b>Participants</b>
Chef de section (f)	Couvét	1
Chef de section (d)	Spiez	4
Sergent-major (f)	Grône	3
Fourrier (f)	Gollion	3
Spécialiste PBC (d)	Schliern	1
Spécialiste PBC (f)	Couvét, Grône	5
Chef de gr cuisinier (d)	Sempach	1
Chef de groupe (d)	Spiez	3
Chef de gr pionnier (f)	Gollion	1
Cours cadres et spécialistes / OFPP (f/d)	Schwarzenburg	29
Cours pour instructeurs / OFPP (f/d)	Schwarzenburg	3
Cours MIKA pour of EM et cdt cp (f/d)	Lucerne	2
TOTAL		56

### 3.2.4 Support

#### 3.2.4.1 Administration et informatique

Le système informatique central PISA est désormais utilisé par tous les cantons. L'échange de dossiers est directement effectué en ligne. La plateforme est connectée à la base de données cantonale des habitants FriPers, ce qui facilite la mise à jour des adresses.

Le canton de Fribourg représente la Suisse latine dans la « Fachgruppe PISA PCi ». Cette dernière est en charge du développement et de l'amélioration de la plateforme.

### 3.2.4.2 Affaires disciplinaires

#### Affaires disciplinaires 2019

Renoncations après enquête pénale préliminaire :	8
Avertissements (cas de peu de gravité) :	4
Dénonciations pour infraction à la LF :	62

### 3.2.4.3 Recrutement

#### Recrutement 2019

Centre de recrutement	Collaborateurs EM	Préposés à l'assistance	Pionniers	Préposés constructions	Préposés matériel	Cuisiniers	Total
Payerne (f)	20	23	44	7	3	5	102
Sumiswald (d)	12	16	16	9	2	0	55
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>39</b>	<b>60</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>157</b>
2018	38	31	46	9	8	9	141

### 3.2.5 Constructions

#### Entretien des constructions

Sur la base des pièces justificatives fournies, des communes ont été autorisées à utiliser les contributions de remplacement pour le règlement de certaines prestations dans le domaine de l'entretien des constructions.

Durant l'année 2019, les constructions suivantes ont fait l'objet d'un contrôle périodique :

Construction	Type	Résultat
Fribourg / Jura	Po att I	En état de fonctionnement
Bösingen	PC II / Po att II	En état de fonctionnement
Schmitten	Po att II*	En état de fonctionnement
Farvagny	Po att II*	En état de fonctionnement
Düdingen, Leimacher	CSP	En état de fonctionnement

#### Sirènes

L'essai annuel des sirènes de février a été conduit et les mesures de corrections ont été entreprises dans les meilleurs délais (2 sirènes sur 259 ont présenté des défauts).

#### Constructions

##### Abris privés

<b>Constructions projetées en 2019</b>	<b>72</b>
Total des places protégées	4 381
Dans 60 abris obligatoires	2 790
Dans 12 abris privés communs	1 591
<b>Constructions réalisées en 2019</b>	<b>55</b>
Total des places protégées	4 042
Dans 39 abris obligatoires	1 988
Dans 11 abris privés communs	532
<b>Dossiers en cours :</b>	<b>466</b>
Contributions de remplacement destinées à la construction de places protégées	2 639
Contributions de remplacement perçues	2 111 200 francs
<b>Abris publics</b>	
<b>Constructions réalisées en 2019</b>	<b>5</b>
Places protégées	1 522

### 3.3 Administration militaire

#### 3.3.1 Mission

Le commandement d'arrondissement assure la gestion des militaires domiciliés dans le canton, conduit les activités de recrutement et de libération, traite les demandes de déplacement de service ainsi que les affaires disciplinaires et pénales, administre le tir hors service.

Le bureau de la taxe d'exemption procède aux opérations de perception et de recouvrement de la taxe d'exemption pour l'ensemble des assujettis du canton.

#### 3.3.2 Activités courantes

##### 3.3.2.1 Promotions d'officiers

76 officiers domiciliés dans le canton ont été promus en 2019 par le Conseil fédéral ou par le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), soit un brigadier, 2 colonels, 12 lieutenants-colonels, 4 majors, 10 capitaines, 6 premiers-lieutenants et 41 lieutenants.

##### 3.3.2.2 Service d'instruction des formations

En 2019, 643 demandes ont abouti à 592 déplacements de service (92 %) ainsi qu'à 51 refus (8 %). 16 demandes de reconsidération ont été traitées.

#### Motifs des demandes de déplacement de service

Apprentissage	5.6 %
Etudes	54.6 %
Professionnel	21.3 %
Perfectionnement professionnel	6.2 %
Séjour à l'étranger	7.1 %
Raison médicale	3.5 %
Autres raisons	1.7 %

De plus, 798 dossiers, hors de notre sphère de compétence, ont été transmis pour suite utile au Commandement de l'instruction de l'armée.

##### 3.3.2.3 Tir hors service

#### Mutations au sein de la commission cantonale de tir

Sous-commission	Démissions durant 2019	Nominations au 01.01.2020
1 FR Sarine / Glâne	Sgtn chef Yoan Tomasin	
2 FR Singine		Maj Simar Ilg M. Florian Fahrni
3 FR Gruyère / Veveyse	Adj sof Pablo Gummy Maj Grégoire Santschi Plt Yannick Ballif	
5 FR Broye	Cap Didier Banderet	Lt Cédric Henninger

#### Participation aux exercices fédéraux

	Tir au fusil à 300 m		Tir au pistolet	
	Tir obligatoire	Tir en campagne	Programme fédéral	Tir en campagne
Année	Tireurs	Tireurs	Tireurs	Tireurs
2019	6 592	5 363	899	1 939
2018	6 714	5 183	842	1 725
2017	6 868	5 057	823	1 757

*Nombre de jeunes tireurs*

2019	696
2018	703
2017	708

### 3.3.2.4 Affaires disciplinaires et pénales

568 enquêtes pour défaut au tir obligatoire ont abouti à 471 décisions disciplinaires.

15 conscrits ont été punis disciplinairement pour un premier défaut à la journée d'information, 6 pour un deuxième défaut, 2 pour un troisième défaut et 1 pour un quatrième défaut.

63 conscrits ont été punis disciplinairement pour un premier défaut au recrutement, 16 pour un deuxième défaut, 6 pour un troisième défaut et 2 pour un quatrième défaut. 7 conscrits ont été déférés à la justice militaire pour de multiples défauts.

### 3.3.2.5 Activités de recrutement

#### *Journées d'information*

29 journées d'information pour les recrutables de la classe d'âge 2001 ont été organisées sur la place d'armes de Fribourg par le commandement d'arrondissement.

La planification des périodes d'écoles de recrues entre dix-neuf et vingt-cinq ans des 947 conscrits de langue française et des 292 conscrits de langue allemande a été établie de la manière suivante :

#### **Conscrits francophones de la classe d'âge 2001**

Année	1 <sup>er</sup> départ (mi-janvier)	2 <sup>e</sup> départ (fin juin)
2020	0.8 %	2.9 %
2021	12.7 %	28.5 %
2022	17.1 %	15.7 %
2023	7.9 %	6.2 %
2024	2.8 %	1.7 %
2025	1.2 %	0.9 %
2026	0.4 %	1.2 %

#### **Conscrits alémaniques de la classe d'âge 2001**

Année	1 <sup>er</sup> départ (mi-janvier)	2 <sup>e</sup> départ (fin juin)
2020	0.3 %	1.4 %
2021	16.1 %	32.6 %
2022	22.9 %	13.7 %
2023	5.8 %	4.8 %
2024	1.4 %	1.0 %
2025	0 %	0 %
2026	0 %	0 %

#### *Organisation du recrutement*

En 2019, les recrutements dans les Centres de recrutement de Payerne (VD) et de Sumiswald (BE) ont abouti aux décisions suivantes :

	<b>Payerne</b>	<b>Sumiswald</b>
Nombre	836	346
Aptes au service militaire	479 (57.3 %) dont 52 service long	232 (67.0 %) dont 36 service long
Aptes au service PCi	66 (7.9 %)	44 (12.7 %)

	Payerne	Sumiswald
Inaptes au service	142 (17.0 %)	39 (11.3 %)
Ajournés au recrutement compl.	52 (6.2 %)	15 (4.3 %)
Ajournés d'une année	5 (0.6 %)	3 (0.9 %)
Ajournés de deux ans	5 (0.6 %)	0 (0 %)
Licenciement administratif	87 (10.4 %)	13 (3.8 %)

### *Service sans arme*

En 2019, une demande de service militaire sans arme a été présentée.

#### 3.3.2.6 Libération de service

452 militaires ayant terminé leurs obligations militaires, soit 10, resp. 12 ans après leur promotion au grade de soldat, ont été libérés au 31 décembre 2019. L'inspection de libération a eu lieu sur une journée à la caserne de La Poya à Fribourg.

En application des articles 29 et 30 de l'Ordonnance du 21 novembre 2018 concernant l'équipement personnel des militaires (OEPM), les militaires souhaitant garder l'arme personnelle (fusil d'assaut 90 ou pistolet) ont dû fournir un permis d'acquisition d'armes. Sur les 437 militaires armés (libération et déséquipement des services longs), 77 (17.6 %) ont demandé la cession de l'arme en toute propriété. Lors de la remise de l'arme, une indemnité fixée par le DDPS a été perçue à raison de 30 francs pour le pistolet et de 100 francs pour le fusil d'assaut 90.

Les officiers supérieurs de la classe d'âge 1969, les capitaines de la classe d'âge 1977 et les officiers subalternes de la classe d'âge 1983, ainsi que les officiers ayant prolongé leurs obligations au-delà de l'âge réglementaire soit au total 39 officiers, ont été libérés lors d'une cérémonie présidée par le Directeur de la sécurité et de la justice.

#### 3.3.2.7 Taxe d'exemption de l'obligation de servir

Le canton comptait 9192 assujettis à la taxe en 2019 (par rapport à l'année précédente – 14 % d'assujettis non incorporés en moins et 13 % de militaires en plus ayant manqué leur service). La diminution des assujettis non incorporés est passagère du fait qu'elle résulte du retard dans la mise à niveau des paramètres informatiques liés aux nouvelles dispositions légales fédérales (DEVA) au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle a ainsi une répercussion sur l'encaissement brut en diminution de l'ordre de 10 %.

749 astreints au service militaire ont été soumis à la taxe parce qu'ils n'ont pas accompli leur service en 2018. Les données des astreints au service civil ne sont pas encore connues.

Pour 490 assujettis, la taxe a été réduite en fonction du nombre total des jours de service accomplis dans l'année d'assujettissement, et cela à raison d'un dixième par tranche de 50 jours de service militaire effectués (75 jours de service civil).

Pour 934 assujettis ayant servi dans la protection civile, la taxe a été réduite de 4 % pour chaque jour accompli dans l'année d'assujettissement.

Le taux de la taxe s'élève à 3 % du revenu imposable IFD, mais à 400 francs au minimum. Pour 2292 assujettis, elle a été calculée sur la base de la taxe minimale.

485 assujettis ont bénéficié d'une exonération de la taxe en raison d'un handicap physique, mental ou psychique majeur ou percevant une rente ou une allocation pour impotent de l'assurance-invalidité.

69 assujettis ont bénéficié d'une exonération de la taxe en raison d'une atteinte portée à leur santé par le service militaire ou civil.

333 assujettis bi-nationaux ont bénéficié d'une exonération sur la base d'accords internationaux.

Le remboursement a lieu une fois que la durée totale des services obligatoires a été accomplie. 1116 décisions de remboursement de taxes représentant 552 255 francs ont été établies, soit 37 % de moins que l'année précédente. En effet, la situation est revenue à la normale après l'augmentation exponentielle des demandes de remboursements

consécutives à la réduction du nombre de jours de service d'instruction obligatoire passant de 260 à 245 jours au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Une décision sur réclamation a été l'objet d'un recours auprès de la Cour fiscale du Tribunal cantonal.

#### Perception de la taxe dans le canton

	2018	2019
Taxes payées par les assujettis	7 851 499.38	7 128 792.85
Remboursements (remplacement de service)	879 439.40	552 255.60
Produit net de la perception	6 972 059.98	6 576 537.25
Part de la Confédération (80 %)	5 577 647.98	5 261 229.80
Part du canton (20 %)	1 394 412.00	1 315 307.45
Intérêts moratoires portés en compte	72 884.38	58 253.96
Intérêts sur montants à restituer	3 679.35	3 851.00
Solde des arriérés	2 733 851.61	2 593 406.68
Montant des actes de défaut de biens	183 368.60	195 938.70

#### Statistiques

	2018	2019
Nombre de décisions de taxation	12 394	16 117
Nombre de décisions avec taxe minimale (Fr. 400.-)	3 301	2 292
Nombre d'assujettis exonérés (art. 4 LTEO)	946	978
Montant des taxes abandonnées	18 288.65	8002.44
Montant des taxes remises	21 674.65	28 936.85
Arrangements de paiements	1 246	1 022
Sommations/rappels avant poursuite	2 342	2 503
Réquisitions de poursuites	664	486
Décisions de remboursements	1 363	1 116
Décisions de restitutions	852	871

### 3.4 Intendance des bâtiments militaires

#### 3.4.1 Mission

L'intendance des bâtiments militaires gère les exploitations militaires cantonales, soit la Place d'armes de Fribourg. Elle assume la conduite du personnel d'exploitation, assure la gestion administrative et financière et s'occupe de l'entretien et de la maintenance.

#### 3.4.2 Place d'armes de Fribourg – Caserne de la Poya

Les travaux suivants ont été réalisés :

- > Entretien courant de tous les bâtiments de la caserne
- > Création d'un nouvel escalier extérieur et intérieur (issue de secours) entre le plain-pied et les combles au bâtiment 4
- > Pose de détecteurs de fumée.

Etant donné que la caserne sera exploitée pour les besoins de l'armée jusqu'à fin 2022, ces travaux d'entretien sont absolument indispensables afin d'assurer aux militaires qui y logent un certain confort ainsi qu'un maximum de sécurité.

## 4 Service de la population et des migrants (SPoMi)

Chef de service : Patrick Pochon

### 4.1 Police des étrangers

#### 4.1.1 Activités courantes

##### 4.1.1.1 Permis délivrés

	2018	2019
Autorisations d'établissement	3 972	3 350
Autorisations de séjour	4 080	4 326
Autorisations de séjour de courte durée	2 299	2 091
Autorisations frontalières UE/AELE	451	438
Prolongations de l'autorisation de séjour ou du délai de contrôle de l'autorisation d'établissement	20 246	19 314

##### 4.1.1.2 Visas de retour en Suisse

	2018	2019
Visas de retour en Suisse	197	204

##### 4.1.1.3 Effectif de la population étrangère résidant dans le canton au 31 décembre 2019, sans les requérants d'asile ni les personnes admises provisoirement

	2018	2019
Avec autorisations d'établissement	48 770	49 818
Avec autorisations de séjour	21 633	21 611
Avec autorisations de courte durée	2 214	1 945
Avec autorisations frontalières	1 128	1 258
<b>Totaux</b>	<b>73 745</b>	<b>74 632</b>

##### 4.1.1.4 Mesures administratives

	2018	2019
Auditions effectuées par le Service	313	273
Rejets de demandes d'entrée et d'autorisation	47	62
Décisions de renvoi (séjours illégaux)	252	245
Injonctions de départ selon directive européenne	17	18
Refus d'autorisations de séjour, de prolongations d'autorisations ou révocations	91	54
Révocations d'autorisations d'établissement	14	7
Menaces de refus ou de révocation	28	26
Décisions en matière d'assistance judiciaire	3	3
Décisions de détention en vue de refoulement rendues	220	222
Décisions de détention en vue de refoulement exécutées	142	133
Renvois après détention sous la compétence d'une autre autorité	62	65
Renvois de personnes sous le coup d'une expulsion pénale	12	24
Nombre de personnes renvoyées par vol spécial	3	10
Séances de contrôle auprès du Tribunal des mesures de contrainte (TMC)	29	32
Renonciations à la procédure orale par le TMC	50	34

	2018	2019
Assignations et interdictions de pénétrer un territoire	37	20
Rejets de permis pour cas personnel d'extrême gravité	31	45
Recours jugés au Tribunal cantonal et au TMC contre l'ensemble de ces mesures administratives	86	68
Recours admis, totalement ou en partie	7	15
Affaires rayées du rôle	5	6

#### 4.1.2 Evénements particuliers

Le droit des étrangers a connu une importante révision au 1<sup>er</sup> janvier 2019. La loi fédérale sur les étrangers et l'intégration impose dorénavant des exigences accrues en matière d'intégration, notamment lors de l'octroi et de la prolongation de l'autorisation de séjour obtenue par regroupement familial, ainsi que pour la délivrance de l'autorisation d'établissement. En particulier, des connaissances de la langue parlée au lieu du domicile en Suisse doivent être prouvées. Au besoin, des cours de langue doivent être suivis pour permettre l'acquisition du niveau attendu. Ces exigences nouvelles ne sont cependant pas opposables aux ressortissants étrangers bénéficiaires de l'Accord sur la libre circulation des personnes, ni à ceux pouvant revendiquer un droit plus favorable découlant d'un accord d'établissement conclu entre leur Etat de provenance et la Suisse.

## 4.2 Domaine de l'asile

### 4.2.1 Activités courantes

	2018	2019
Personnes envoyées dans les centres d'enregistrement	7	7
Requérants d'asile attribués au canton de Fribourg	468	331
Annonces en matière d'activité professionnelle (depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019)		1 335
Permis pour cas personnel d'extrême gravité	36	46
Total des demandeurs d'asile séjournant dans le canton (hors centre Gouglera) au 31 décembre	484	249
Total des étrangers admis provisoirement séjournant dans le canton au 31 décembre	1 591	1 662

#### 4.2.1.1 Centre fédéral de requérants d'asile de la Gouglera à Giffers

	2018	2019
Nombre de personnes affectées à la Gouglera et ayant fait l'objet d'une décision de renvoi	353	566
Nombre de départs volontaires dans les 140 jours	34	73
Nombre de renvois par la contrainte dans les 140 jours	36	46
Nombre de disparitions dans les 140 jours	194	227
Nombre de personnes toujours en procédure après 140 jours et attribuées au canton	15	54
Nombre de personnes dont le renvoi s'est révélé impossible dans les 140 jours et attribuées au canton	5	14
Nombre de personnes hébergées au 31 décembre	69	152

#### 4.2.2 Evénements particuliers

La révision du droit d'asile portant sur l'accélération des procédures d'asile est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2019, avec pour principale conséquence pour le canton de Fribourg une exploitation totalement opérationnelle du Centre fédéral pour requérants d'asile de la Gouglera, à Giffers, dédié aux renvois. Le SPoMi, en charge de ceux-ci, collabore à cet effet étroitement avec le Secrétariat d'Etat aux migrations et la Police cantonale. Par rapport à l'année précédente, qui a constitué une période pilote, 2019 a logiquement connu pour la Gouglera des effectifs à la hausse. Le nombre important des disparitions des requérants d'asile faisant l'objet d'un renvoi de Suisse demeure une constante attendue.

### 4.3 Main-d'œuvre étrangère

#### 4.3.1 Activités courantes

##### 4.3.1.1 Annonces de ressortissants UE/AELE

	2018	2019
pour activité limitée à 3 mois maximum auprès d'un employeur suisse	4 366	6 276
pour travailleurs détachés	3 401	5 645
pour prestataires de services transfrontaliers indépendants	2 997	2 586

##### 4.3.1.2 Autorisations préalables concernant les ressortissants de la Croatie\*

	2018	2019
Autorisations de longue durée	0	0
Autorisations de courte durée	4	4
Autorisations pour une durée maximale de 4 mois	1	0
Autorisations pour artistes de cabaret UE	0	0

\*Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les ressortissants croates bénéficient en Suisse de la libre circulation des personnes. L'accès au marché du travail ne leur est cependant accordé que si sont respectées la priorité des travailleurs en Suisse en recherche d'emploi ainsi que les conditions de rémunération et de travail, et pour autant que les contingents des autorisations qui leur sont réservées ne sont pas épuisés. Le 7 décembre 2018, le Conseil fédéral a décidé de prolonger cette période transitoire jusqu'au 31 décembre 2021.

##### 4.3.1.3 Autorisations préalables pour ressortissants de pays tiers

	2018	2019
Autorisations de longue durée	29	48
Autorisations de courte durée	56	42
Autorisations pour une durée maximale de 4 mois	24	26
Autorisations pour artistes (musiciens)	18	3

##### 4.3.1.4 Autres décisions

	2018	2019
Refus d'autorisation	34	32
Décisions sur réclamation	1	0

##### 4.3.1.5 Mesures administratives

En vertu de l'art. 122 LEI, un employeur qui enfreint à plusieurs reprises les prescriptions du droit des étrangers peut se voir rejeter totalement ou partiellement ses demandes d'admission de travailleurs étrangers ou peut être menacé de ces sanctions.

	2018	2019
Avertissements	0	1
Sommations/menaces	3	6
Suspensions/rejets	2	1

#### 4.3.2 Evénements particuliers

Une obligation d'annonce spécifique relative à l'activité de personnes relevant de l'admission provisoire ou bénéficiant de l'asile a été introduite au 1<sup>er</sup> janvier 2019 par le droit fédéral, en lieu et place de la procédure d'autorisation. La réception et le traitement des annonces des employeurs du début et de la fin de l'activité lucrative

ainsi que des changements d'emploi permettent la tenue du système fédéral d'information sur les étrangers SYMIC, ainsi que, pour les organes qui en ont la charge, le contrôle subséquent des conditions de rémunération et de travail.

#### 4.4 Passeports, cartes d'identité suisses et documents pour étrangers

##### 4.4.1 Activités courantes

##### 4.4.1.1 Documents délivrés

	2018	2019
Passeports ordinaires biométriques	15 914	15 685
Cartes d'identité	27 085	27 037
Passeports provisoires	362	344
Documents de voyage biométriques pour étrangers	437	540
Titres de séjour biométriques pour étrangers	11 674	11 857
Visas de retour Schengen pour étrangers admis provisoirement	17	13

##### 4.4.2 Evénements particuliers

Le nombre des nouvelles demandes est demeuré très stable, à un niveau moyen qui a essentiellement dépendu des périodes d'échéance de la durée de validité des différents documents en circulation.

#### 4.5 Harmonisation des registres

##### 4.5.1 Activités courantes

La Plateforme informatique Fripers permet de disposer au niveau cantonal des données des habitants de tous les registres communaux du canton en temps réel. L'accès à ces données fait l'objet d'un processus d'autorisation auprès du SPoMi.

	2018	2019
Nombre total d'accès actifs au 31 décembre	2 212	2 249

## 5 Service de la Police du commerce (SPoCo)

Chef de service : Alain Maeder

### 5.1 Etablissements publics

#### 5.1.1 Activités courantes

#### 5.1.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Patentes A d'hôtellerie	2	1
Patentes B d'établissement avec alcool	18	24
Patentes C d'établissement sans alcool	0	2
Patentes D de discothèque	0	0
Patentes E de bar complémentaire d'hôtel	0	0
Patentes G d'établissement dépendant d'un commerce d'alimentation	5	7
Patentes spéciales H	8	14
Patentes I d'établissement parahôtelier	13	4
Patentes T de traiteur	6	11
Patentes V de cuisine ambulante	9	9

	2018	2019
Patentes en vue de la reprise d'un établissement en activité	201	252
Renouvellements de patente	627	582
Changements de dénomination	42	44
Extensions de patente	34	36

#### 5.1.1.2 Mesures administratives

	2018	2019
Non-renouvellements de patente	9	13
Retraits de patente	5	8
Refus de patente	2	2

#### 5.1.1.3 Décompte des patentes d'établissements publics

	2018	2019
Patentes A d'hôtellerie	114	115
Patentes B d'établissement avec alcool	663	663
Patentes C d'établissement sans alcool	18	18
Patentes D de discothèque	16	18
Patentes E de bar d'hôtel	13	13
Patentes F de restaurant de nuit	3	3
Patentes G d'établissement dépendant d'un commerce d'alimentation	112	112
Patentes spéciales H	456	468
Patentes I d'établissement parahôtelier	123	120
Patentes T de traiteur	76	76
Patentes U de bar dépendant d'un local de prostitution	1	1
Patentes V de cuisine ambulante	32	40
<b>Totaux</b>	<b>1 627</b>	<b>1 647</b>

#### 5.1.1.4 Fumée passive

	2018	2019
Fumoirs autorisés	73	71

#### 5.1.1.5 Formation obligatoire

	2018	2019
Personnes ayant suivi la formation obligatoire en français	96	95
Personnes ayant suivi la formation obligatoire en allemand	10	0
Personnes ayant obtenu leur certificat de capacité professionnelle	88	67

#### 5.1.1.6 Formation partielle

	2018	2019
Personnes ayant suivi la formation pour détenteurs de patentes G ou T en français	38	12
Personnes ayant suivi la formation pour détenteurs de patentes G ou T en allemand	4	0
Personnes ayant réussi le test pour détenteurs de patentes G ou T	37	12
Personnes ayant suivi la formation relative à la loi sur les établissements publics en français	41	15
Personnes ayant suivi la formation relative à la loi sur les établissements publics en allemand	9	16
Personnes ayant réussi le test relatif à la loi sur les établissements publics	48	15

## 5.2 Boissons alcooliques

### 5.2.1 Activités courantes

#### 5.2.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Locaux de vente spécialisés et commerces d'alimentation	92	116
Kiosques et stations d'essence	3	7

#### 5.2.1.2 Mesures administratives

	2018	2019
Retraits de patente	0	4

#### 5.2.1.3 Décompte des patentes de boissons alcooliques

	2018	2019
Locaux de vente spécialisés et commerces d'alimentation	468	500
Kiosques et stations d'essence	81	74

## 5.3 Loteries et collectes

### 5.3.1 Activités courantes

#### 5.3.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Petites loteries	50	40
Collectes	94	84

## 5.4 Appareils de jeu

### 5.4.1 Activités courantes

#### 5.4.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Appareils à sous servant aux jeux d'adresse	342	317
Appareils de distraction	153	70

## 5.5 Salons de jeu

### 5.5.1 Activités courantes

#### 5.5.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Patentes de salon de jeu	1	0

#### 5.5.1.2 Décompte des autorisations de salons de jeu

	2018	2019
Patentes de salon de jeu	6	6

## 5.6 Prostitution

### 5.6.1 Activités courantes

#### 5.6.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Mise à disposition de tiers de locaux affectés à l'exercice de la prostitution	2	2

#### 5.6.1.2 Mesures administratives

	2018	2019
Retrait d'autorisation	0	0

#### 5.6.1.3 Décomptes des autorisations

	2018	2019
Mise à disposition de tiers de locaux affectés à l'exercice de prostitution	30	34

## 5.7 Commerce itinérant

### 5.7.1 Activités courantes

#### 5.7.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Autorisations pour commerçants itinérants	85	46
Autorisations d'exploiter une activité foraine ou un cirque	3	3

## 5.8 Crédit à la consommation

### 5.8.1 Activités courantes

#### 5.8.1.1 Décomptes des autorisations

	2018	2019
Exercice à titre professionnel de l'activité de courtier en crédit	10	10

## 5.9 Activité à risque

### 5.9.1 Activités courantes

#### 5.9.1.1 Autorisations délivrées

	2018	2019
Autorisations pour activité à risque	19	12

## 5.10 Poids et mesures

### 5.10.1 Activités courantes

#### 5.10.1.1 Instruments de mesure vérifiés

	2018	2019
Balances pour la vente directes au public	558	691
Balances non destinées à la vente directe au public	1 041	1 198
Balances pour véhicules routiers et balances ferroviaires	55	45
Balances spéciales	153	154
Balances à fonctionnement automatique	18	25
Instruments de pesage étiqueteurs de prix	129	133
Ensembles de mesurage de volume (produits pétroliers)	997	1 296

	2018	2019
Distributeurs routiers de gaz naturel et de pétrole liquéfié	2	2
Ensembles de mesurage de volume pour denrées alimentaires	35	35
Mesures de longueur	1	1
Appareils mesureurs de composants gazeux et de fumée diesel	270	247

#### 5.10.1.2 Contrôles des préemballages

	2018	2019
Même quantité nominale	200	191
Préemballages aléatoires	342	360

#### 5.10.1.3 Surveillance du marché

	2018	2019
Points de vente publics contrôlés	143	128

### 5.11 Indication des prix

#### 5.11.1 Evénement particulier

En collaboration avec le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), une campagne de contrôle est mise sur pied chaque année dans un secteur spécifique. En 2019, ce contrôle a porté sur l'indication des prix par les fleuristes du canton. Il en est ressorti que 82 % des commerces contrôlés appliquent correctement les prescriptions en magasin, alors que ce taux est de 73 % pour les marchandises en vitrine.

## 6 Service de la justice (SJ)

Cheffe de service : Lise-Marie Graden

### 6.1 Activités

#### 6.1.1 Barreau

La Commission d'examen des candidats au barreau a délivré un brevet de capacité à Mmes Natassia Bangerter, Nina Berger, Chiara Bottaro, Marie Brodard, Josipa Buljan, Cindy Cao, Alexandra Cottier, Valentine Delarze, Laura Dingas, Lydia Eichenberger, Julia Giallombardo, Déborah Keller, Laurence Kunz-Veya, Liridona Lataj, Elodie Lavanchy, Isabelle Löfgren, Ndumba Luzayisso, Melany Madrid, Marion Mili, Manon Progin, Qendresa Prekaj, Catarina Romanelli, Sarah Tobler, Gaëlle Waeber et Jasmine Wiget et MM. Guillaume Berset, Joffrey Dobosz, Ricardo Fraga Ramos, Galaad Loup, Christian Jungen, Grégoire Kubski, Elio Lopes et Marco Traglia.

La Commission du barreau, quant à elle, a traité notamment les affaires suivantes :

Statistiques	2018	2019
Inscriptions au registre cantonal des avocats et des avocates	11	25
Radiations du registre cantonal des avocats et des avocates	7	14
Plaintes et dénonciations	14	14
Levée du secret professionnel	4	9
Autorisations de stage d'avocat	45	44
Réductions de la durée du stage d'avocat	7	4
Radiation du registre cantonal des avocats-stagiaires et avocates-stagiaires	-	1
<b>Etaient inscrits au 31 décembre 2019 :</b>		

Statistiques	2018	2019
Avocats inscrits au Registre cantonal des avocats et des avocates	220	224
Avocats inscrits au Tableau fribourgeois des avocats membres de l'UE et de l'AELE	5	5
Avocats stagiaires	141	159

### 6.1.2 Notariat

La Commission du notariat a siégé deux fois en 2019 et a notamment traité les affaires suivantes par voie de circulation :

Statistiques	2018	2019
Patentes de notaire	5	1
Renoncations à la patente de notaire	1	1
Plaintes et dénonciations	5	4
Levée du secret professionnel	2	5
Autorisations de stage de notaire	4	2
Réductions de la durée du stage de notaire	1	-
Radiation du registre des notaires-stagiaires	-	-

Au 31 décembre 2019, il y avait 53 notaires en exercice, dont 8 notaires n'entrant plus dans le calcul du nombre maximal fixé par la loi sur le notariat.

### 6.1.3 Assistance judiciaire en matière civile

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019, le Service de la justice a reçu 1478 avis d'octroi de l'assistance judiciaire se répartissant ainsi :

	Assistance avec remboursement	Assistance sans remboursement	Total
Tribunal cantonal	-	116	116
Tribunal de la Sarine	1	486	487
Tribunal de la Singine	-	77	77
Tribunal de la Gruyère	1	206	207
Tribunal du Lac	2	99	101
Tribunal de la Glâne	-	103	103
Tribunal de la Broye	1	101	102
Tribunal de la Veveyse	-	57	57
Justices de paix	5	223	228
<b>Totaux</b>			<b>1478</b>

1333 listes de frais d'avocats et des greffes des justices de paix ont été payées en 2019 pour un montant de 4 523 123 francs (1377 listes de frais pour un montant de 4 354 109 francs en 2018).

A teneur des articles 123 LJ et 123 CPC, le Service de la justice peut, dans un délai de 10 ans, demander le remboursement partiel ou total de l'assistance judiciaire lorsque la situation financière de la personne bénéficiaire le permet.

En 2019, un montant de 391 710 francs a été récupéré à ce titre (256 385 francs en 2018).

### 6.1.4 Assistance judiciaire en matière pénale

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, et en vertu du nouveau code de procédure pénale suisse, l'assistance judiciaire en matière pénale est décidée par chaque instance judiciaire au fil de la procédure. Les statistiques concernant cette assistance judiciaire se trouvent dans les rapports des différents tribunaux.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019, le Service de la justice a reçu 749 décisions relatives à l'assistance judiciaire pénale (661 décisions en 2018).

928 listes de frais d'avocat ont été payées en 2019 pour un montant de 2 924 684 francs (875 listes de frais pour un montant de 2 980 937 francs en 2018).

#### 6.1.5 Assistance judiciaire en matière administrative

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019, le Service de la justice a reçu 75 avis d'assistance judiciaire en matière administrative (75 décisions en 2018).

101 listes de frais d'avocat ont été payées en 2019 pour un montant de 139 939 francs (93 listes de frais d'avocat pour un montant de 154 322 en 2018).

#### 6.1.6 Entraide judiciaire

Le Service de la justice procède aux transmissions nécessaires à l'entraide judiciaire internationale. En 2019, il a traité 22 demandes provenant d'autorités judiciaires du canton, mais aucune demande provenant d'autorités judiciaires d'Etats étrangers.

#### 6.1.7 Médiation judiciaire

##### 6.1.7.1 Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs

Cette commission exerce la surveillance générale sur les personnes soumises à l'ordonnance sur la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs, c'est-à-dire les médiateurs et médiatrices assermentés qui exercent la médiation dans le cadre d'une procédure judiciaire.

La Commission décide des inscriptions, mises à jour et radiations à effectuer au tableau des médiateurs et médiatrices assermentés, surveille la conformité de l'activité des médiateurs et médiatrices à leur serment ou à leur promesse solennelle, exerce le pouvoir disciplinaire et édicte les directives nécessaires.

En 2019, la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs a inscrit 4 médiateurs/trices au tableau, refusé une inscription et n'a procédé à aucune radiation.

La Commission demande aux médiateurs et médiatrices assermentés de lui fournir leurs statistiques annuelles. A ce jour, les chiffres 2018 sont connus, pas encore ceux de 2019.

Statistiques, nombre de médiations	2018	2019
	Total	Total
<b>Droit civil :</b>	<b>216</b>	<b>198</b>
<b>Médiations en cours de procédure :</b>	<b>54</b>	<b>41</b>
Générales	6	-
En droit de la famille (couple)	13	9
En droit de la famille (enfants)	34	31
En matière de succession	1	1
<b>Médiations à titre privé :</b>	<b>162</b>	<b>157</b>
Générales	55	56
En droit de la famille (couple)	64	74
En droit de la famille (enfants)	39	23
En matière de successions	4	4
<b>Droit pénal :</b>	<b>93</b>	<b>94</b>
Médiations en procédure concernant un majeur	3	8
Médiations en procédure concernant des mineurs (BMPM)	90	86
<b>Résultats des procédures de médiation en 2018 :</b>		
<b>Médiations civiles en procédure :</b>		
Médiations abouties (accord)	20	10

<b>Statistiques, nombre de médiations</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Améliorations de la situation (pas d'accord trouvé)	10	10
Médiations non abouties (échec)	11	9
Médiations en cours au 31 décembre 2018	13	19
<b>Médiations civiles à titre privé :</b>		
Médiations abouties (accord)	99	100
Améliorations de la situation (pas d'accord trouvé)	20	23
Médiations non abouties (échec)	13	14
Médiations en cours au 31 décembre 2018	30	39
<b>Médiations pénales :</b>		
Médiations abouties (accord)	73	80
Améliorations de la situation (pas d'accord trouvé)	-	-
Médiations non abouties (échec)	12	24
Médiations en cours au 31 décembre 2018	50	40

#### 6.1.7.2 Bureau de la médiation pénale pour mineurs

Le Bureau exerce la médiation en procédure pénale des mineurs, sur délégation du Tribunal pénal des mineurs.

Rattaché administrativement au Service de la justice, il comprend deux médiateurs francophones et une médiatrice germanophone.

<b>Statistiques</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Nombre d'affaires déléguées par les juges (processus de médiation)</b>	<b>86</b>	<b>101</b>
Concernant (nombre de mineurs impliqués comme mis en cause)	133	160
Et également (nombre de jeunes adultes mis en cause)	5	20
Ainsi que (nombre de lésés/victimes impliqués)	104	120
Affaires ne concernant qu'un seul mineur mis en cause	56	49
Affaires concernant deux mineurs mis en cause	10	22
Affaires concernant trois mineurs mis en cause ou plus (jusqu'à 6)	20	30
<b>Répartition selon le sexe</b>		
Garçons	114	131
Filles	19	29
<b>Répartition selon la langue</b>		
Français	121	146
Allemand	12	14
<b>Provenance</b>		
Fribourg-Ville	36	27
Sarine campagne	30	46
Gruyère	24	24
Broye	20	18
Glâne	4	9
Veveyse	5	9
Singine	4	5
Lac	10	18
Autre canton	-	4
Autre pays	-	-
<b>Résultats du traitement des affaires</b>		
Processus ayant conduit à un accord de médiation	72	52

<b>Statistiques</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Processus de médiation n'ayant pas abouti	23	23
Décision de retrait de plainte	3	4
Processus en cours au 31 décembre 2019	35	57

### 6.1.8 Surveillance des fondations classiques

Les principales activités de surveillance comprennent l'assujettissement de fondations, l'examen annuel des rapports d'activité et des comptes, la modification des statuts, l'examen de règlements, ainsi que la dissolution, la liquidation et la radiation de fondations.

Par ailleurs, l'Autorité de surveillance a été saisie de deux plaintes concernant la même fondation. Elle a ouvert une enquête et procédé à différents actes d'instruction. A l'issue de ceux-ci, aucune mesure de surveillance n'a été jugée nécessaire.

Au 31 décembre 2019, 264 fondations classiques étaient surveillées par le canton – représentant une valeur totale au bilan de l'ordre de 1230 millions de francs (au 31 décembre 2018).

L'autorité de surveillance a rendu une décision d'assujettissement à surveillance de fondation nouvellement constituée. Cinq fondations ont été dissoutes et radiées.

## 7 Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation (SESPP)

Chef de service : Xavier Orsini

### 7.1 Activités

La création du nouveau Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation (SESPP) constitue l'une des conséquences importantes de la réorganisation pénitentiaire cantonale suite à l'adoption, le 7 octobre 2016 par le Grand Conseil fribourgeois, de la nouvelle loi sur l'exécution des peines et des mesures (LEPM), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette nouvelle entité est en effet le fruit de la fusion de la section application des sanctions pénales de l'ancien Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP) avec l'ancien Service de probation (SProb).

#### 7.1.1 Sanctions pénales

##### 7.1.1.1 Peines

En 2019, 453 jugements (y compris les ordonnances pénales) pour des peines privatives de liberté (ci-après : PPL) sans sursis ou avec sursis partiel (seule la partie ferme étant comptabilisée) ont été adressés au SESPP par les autorités judiciaires fribourgeoises, dont :

<b>Désignation</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Jugements pour des peines ≤ 6 mois	370	346
Jugements pour des peines > 6 mois et ≤ 1 an	46	38
Jugements pour des peines > 1 an	62	69
<b>Total</b>	<b>478</b>	<b>453</b>

En 2019, 32 jugements (toute peine confondue) intégrant une assistance de probation et/ou règles de conduite ont été adressés au SESPP.

### 7.1.1.2 Mesures thérapeutiques et internement

En 2019, 15 jugements prononçant une mesure pénale ont été adressés au SESPP, dont :

Articles	Désignation	2018	2019
Art. 59 CP	Mesure thérapeutique institutionnelle – traitement des troubles mentaux	1	3
Art. 60 CP	Mesure thérapeutique institutionnelle – traitement des addictions	3	1
Art. 61 CP	Mesure thérapeutique institutionnelle – mesures applicables aux jeunes adultes	1	0
Art. 63 CP	Traitement ambulatoire pendant l'exécution de la PPL ou en liberté	7	11
Art. 64 CP	Internement	0	0
<b>Total</b>		<b>12</b>	<b>15</b>

Au 31.12.2019, 84 personnes condamnées exécutaient une mesure pénale, soit :

Articles	Désignation	Au 31.12.2018	Au 31.12.2019
Art. 59 CP	Mesure thérapeutique institutionnelle – traitement des troubles mentaux	20	23
Art. 60 CP	Mesure thérapeutique institutionnelle – traitement des addictions	9	14
Art. 61 CP	Mesure thérapeutique institutionnelle – mesures applicables aux jeunes adultes	2	2
Art. 63 CP	Traitement ambulatoire pendant l'exécution de la PPL ou en liberté	50	43
Art. 64 CP	Internement	2	2
<b>Total</b>		<b>83</b>	<b>84</b>

### 7.1.1.3 Autres mesures

En 2019, le SESPP a reçu :

Désignation	2018	2019
Jugements prononçant une expulsion judiciaire obligatoire	40	57
Jugements prononçant une expulsion judiciaire facultative	5	0
Jugements prononçant une interdiction	0	1
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>58</b>

### 7.1.2 Prestations administratives diverses

Désignation	2018	2019
Convocations en régime ordinaire	59	72
Convocations en régime d'exécution facilitée (semi-détention)	14	19
Condamnations PPL déléguées à un autre canton	40	54
Condamnations PPL déléguées par un autre canton	26	32
Signalement au système de recherche informatisée de police (ci-après : RIPOL)	203	186
Mandats adressés à la Police cantonale aux fins d'exécution d'une PPL	8	13
Ordres de transfert d'établissement à établissement	113	96
<b>Total</b>	<b>463</b>	<b>472</b>

### 7.1.3 Nombre de journées de détention et de condamnés

Etablissement	Journées de détention		Condamné(s)	
	2018	2019	2018	2019
Etablissement de détention fribourgeois – site Bellechasse/FR	36 664	35 161	180	168
Etablissement de détention fribourgeois- site Prison centrale/FR	5 511	4 599	316	353

Etablissement	Journées de détention		Condamné(s)	
Etablissement de détention fribourgeois – Maison de détention Les Falaises/FR	3 685	3 801	26	22
Le Tremplin « Foyer Horizon », Fribourg/FR	121	89	1	1
Fondation St Louis, Fribourg/FR	700	393	2	2
Foyer Le Radeau, Orsonnens/FR	1 072	1 275	5	5
Horizon Sud, Marsens/FR	5	284	1	1
Etablissement de la Plaine de l'Orbe/VD	2 106	2 453	10	11
Prison La Croisée, Orbe/VD	38	0	1	0
Prison de la Tuilière, Lonay/VD	566	588	8	8
Fondation Saphir, Corcelles/VD	365	365	1	1
Fondation Bartimée, Grandson/VD	81	114	1	2
EMS Sylvabelle SA, Provence/VD	365	1380	1	4
Etablissement du Simplon, Lausanne/VD	258	688	3	7
Fondation les Oliviers, Le Mont-sur-Lausanne/VD	0	277	0	1
Etablissement de Bellevue, Gorgier/NE	1 829	1 695	9	11
Foyer Pernod, Boudry/NE	546	0	2	0
CAAD, Saxon/VS	1 279	1 215	4	4
Centre éducatif de Pramont/VS	365	365	1	1
Prison de Champ-Dollon, Puplinge/GE	25	117	9	18
Curabilis, Puplinge/GE	1 708	1 775	9	10
Etablissement de la Brenaz, Puplinge/GE	0	720	0	3
Maison Le Vallon/ Vandoeuvres/GE	31	0	1	0
Pénitencier d'Hindelbank/BE	997	801	3	3
Pénitencier de Witzwil / BE	776	286	3	2
Etablissement St-Jean, Le Landeron/BE	492	835	2	3
Fondation Terra Vecchia, Schüpfen/BE	365	377	1	2
Inselspital Bern (Quartier cellulaire)/BE	105	247	20	19
Stiftung Tannenhof, Gampelen/BE	365	365	1	1
UPD Etoine, Berne/BE	0	249	0	4
Haus Gilgamesch, Basel/BS	43	0	1	0
Pénitencier de Lenzburg/AG	137	40	3	2
Realta, Cazis/GR	283	0	2	0
Pénitencier de Pöschwies/ZH	676	728	2	2
Etablissement de Bostadel/ZG	0	129	0	1
Psychiatrische Dienste Thurgau, Münsterlingen/TG	0	171	0	1
Etablissement de Kalchrain, Hüttwilen/TG	0	268	0	1
Autres courtes peines hors canton	4 365	6 067	257	391
<b>Total</b>	<b>65 924</b>	<b>67 917</b>	<b>886</b>	<b>1065</b>

#### 7.1.4 Décisions rendues par le SESPP en matière d'exécution de PPL et de mesures

Dans le cadre de ses nombreuses prérogatives, le SESPP est amené à rendre une multitude de décisions formelles, sujettes à recours, soit auprès de la Direction de la sécurité et de la justice, soit directement, conformément à l'art. 74 LEPM, auprès du Tribunal cantonal.

Lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la libération conditionnelle d'une personne condamnée à une peine de plus de 2 ans, à une mesure thérapeutique ou à l'internement, voire dans les autres cas prévus à l'art. 8 LEPM, le SESPP est tenu de requérir le préavis de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité du canton de Fribourg (CLCED).

Les décisions suivantes ont été ordonnées :

<b>PPL (exceptés TIG et EM)</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Octroi de la libération conditionnelle aux deux tiers	51	50
Octroi de la libération conditionnelle à une date ultérieure	5	9
Refus de libération conditionnelle	30	40
Prolongation du délai d'épreuve	1	1
Exécution sous forme dérogatoire (art. 80 CP)	0	1
<b>Total</b>	<b>87</b>	<b>101</b>

<b>Mesures thérapeutiques et internement</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Octroi de la libération conditionnelle de la mesure (art. 59 CP)	1	1
Refus de la libération conditionnelle et de la levée de la mesure (art. 59 CP)	16	15
Levée de la mesure (art. 59 CP)	1	1
Octroi de la libération conditionnelle de la mesure (art. 60 CP)	1	1
Refus de la libération conditionnelle et de la levée de la mesure (art. 60 CP)	5	1
Levée de la mesure (art. 60 CP)	1	3
Octroi de la libération conditionnelle de la mesure (art. 61 CP)	0	0
Refus de la libération conditionnelle et de la levée de la mesure (art. 61 CP)	1	1
Levée de la mesure (art. 61 CP)	0	1
Levée de la mesure (art. 63 CP)	16	11
Refus de la levée de la mesure et poursuite (art. 63 CP)	19	22
Octroi de la libération conditionnelle de l'internement (art. 64 CP)	0	0
Refus de la libération conditionnelle de l'internement (art. 64 CP)	1	2
Demande de prolongation de la mesure (toute mesure confondue)	5	6
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>65</b>

<b>Autres décisions</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Ordonnances de traitement et/ou de placement (mesures thérapeutiques)	28	38
Régime de travail externe (TEx)	14	16
Régime de travail et logement externes (TeLEx)	4	6
Passage en secteur ouvert	36	37
Autorisations de sortie (hors délégation)	249	313
Interruption de la sanction (art. 92 CP)	0	1
Demande de changement de sanction	0	3
Assistance judiciaire	1	3
Droit à l'information (selon l'art. 92a CP)	3	1
<b>Total</b>	<b>335</b>	<b>418</b>

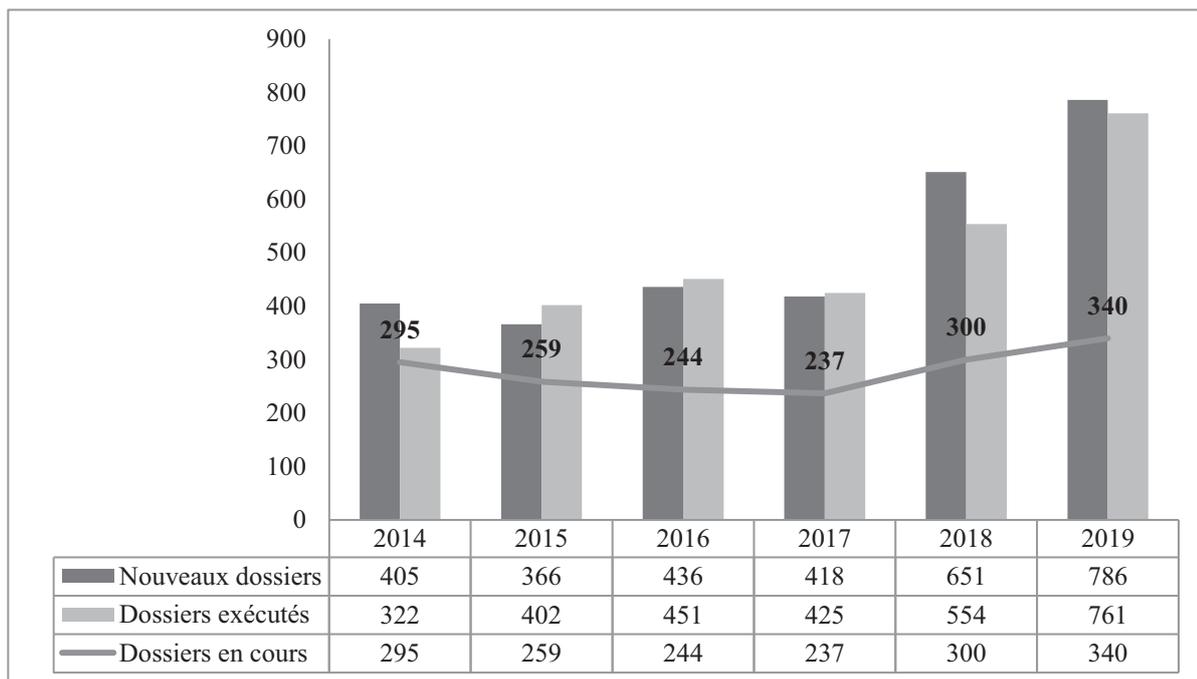
## 7.1.5 Exécution des peines en milieu ouvert

### 7.1.5.1 Travail d'intérêt général (TIG)

La peine exécutée sous forme de travail d'intérêt général est accomplie au profit de bénéficiaires, établissements médicaux-sociaux, administrations communales et cantonales, groupements forestiers, œuvres d'utilité publique, réseau hospitalier, etc. Quatre heures de travail d'intérêt général correspondent à un jour de privation de liberté. Une peine (y compris peines pécuniaires et amendes) ou un solde de peine de maximum 6 mois (720 heures de TIG) est exécutable sous cette forme.

Dès l'année 2018, avec le retour du TIG en tant que modalité d'exécution facilitée de la sanction, trois types de TIG se côtoient, à savoir les peines de TIG prononcées selon l'ancien droit, l'exécution sous forme facilitée de peines privatives de liberté ainsi que le « paiement » par le travail de peines pécuniaires et amendes.

	Nombre de cas reçus par type de peine		Heures effectuées		Correspondant à	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
TIG aCP	225	50	37 338	17 936		
PPL	95	122	2 292	11 577	573 jours	2317 jours
Peines pécuniaires / Amendes	456	740	5 344	14 044	98 044 francs	338 414 francs
<b>Total</b>	<b>776</b>	<b>912</b>	<b>44 794</b>	<b>43 557</b>		



Remarque : un dossier peut concerner plusieurs peines.

Désignation	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dossiers exécutés	322	402	451	425	554	761
Heures exécutées	28 061	40 716	45 160	46 990	44 794	43 557

En 2019, 761 dossiers ont été traités et clos par le secteur PMO dans le cadre d'une exécution sous forme de TIG.

Parmi ces derniers,

- > 555 ont été exécutés avec succès ;
- > 206 (dont 47 suite à une renonciation de la personne condamnée) ont été retournés à l'autorité compétente (autorité judiciaire ou autorité d'exécution) en vue de l'exécution de la PPL sous forme ordinaire, recouvrement de la peine pécuniaire ou amende, voire de l'exécution/conversion sous une autre forme.

Les PPL de plus de 3 mois sans sursis exécutées sous forme de TIG peuvent bénéficier, à l'instar des peines exécutées en SD ou en régime ordinaire, de la libération conditionnelle. En 2019, 9 décisions d'octroi de la libération conditionnelle ont été rendues, toutes favorables.

#### 7.1.5.2 Surveillance électronique (EM)

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'EM constitue une nouvelle modalité d'exécution facilitée. Elle est appliquée pour les PPL entre 20 jours et 12 mois (Frontdoor), en remplacement du TEx/TeLEx pour une durée de 3 à 12 mois (Backdoor) ou comme moyen de surveillance des mesures de substitution (art. 237 CPP). Au 31 décembre 2019, le

Service disposait de 6 bracelets électroniques (5 bracelets jusqu'à fin septembre 2019) dont le taux d'utilisation a été de 87 %.

L'exécution d'une PPL sous EM permet d'imposer une participation aux frais d'exécution au condamné (de manière générale, un montant de 15 francs par jour est perçu). Le Service a pu ainsi encaisser un montant de 25 425 francs en 2019 (17 010 francs en 2018).

EM	Prévenus / Condamnés		Journées exécutées	
	2018	2019	2018	2019
Frontdoor	11	21	897	1 370
Backdoor	2	0	231	325
Mesures de substitution (art. 237 CPP)	0	0	0	0
Autres contextes	1	0	5	0

Le taux de réussite a été de 100 % pour l'EM en Frontdoor et en Backdoor. En 2019, le Service s'est vu déléguer 7 dossiers d'exécution de PPL sous EM par des cantons tiers (4 en 2018).

En 2019, le SESPP a rendu 5 décisions de libération conditionnelle (3 en 2018), dont 5 décisions d'octroi (3 en 2018).

#### 7.1.5.3 Mesures de substitution (art. 237 CPP)

Sur requête du Ministère public, le Tribunal des mesures de contrainte peut ordonner des mesures de substitution à la détention provisoire. En 2019, le secteur a pris en charge le suivi de 16 nouveaux dossiers (15 en 2018). Au 31 décembre 2019, 16 personnes étaient astreintes à de telles mesures (18 au 31 décembre 2018).

A noter qu'aucune mesure de substitution n'a été assortie d'une surveillance par EM en 2019.

#### 7.1.6 Peines privatives de liberté de substitution (PPLS)

Une amende/peine pécuniaire impayée, non exécutable par la voie de poursuite pour dettes, est convertie en jours de détention par l'autorité l'ayant prononcée. Le SESPP est chargé de la mise en œuvre de la peine privative de liberté de substitution. Le montant peut être encaissé à tout moment par le SESPP. Des arrangements de paiement peuvent être également proposés.

Nombre de dossiers PPLS transmis en 2019 par les autorités judiciaires et montants encaissés en 2019 par le SESPP pour chaque autorité :

Autorité	Amendes et peines pécuniaires reçues		Montant encaissé	
	2018	2019	2018	2019
Ministère public	3 188	3 241	1 362 661.00	1 420 905.40
Préfectures	2 308	2 169	430 259.40	388 692.60
Autres cantons	115	119	10 673.00	15 274.00
Tribunaux	68	78	23 725.15	44 470.00
Ville de Fribourg	297	849	64 479.60	57 612.65
Commune de Planfayon	3	6	579.05	983.10
Commune de Montagny	0	0	0.00	0.00
Commune de Grolley	0	0	0.00	0.00
Total	5 979	6 462	1 892 377.20	1 927 937.75

En 2019, le SESPP a reçu 6462 ordonnances de peines privatives de liberté de substitution concernant des amendes et des peines pécuniaires impayées et a encaissé un montant de 1 927 937 fr. 75.

Autres chiffres concernant le traitement des peines privatives de liberté de substitution :

Désignation	2018	2019
Mandats attribués à la gendarmerie	3 557	3 708
RIPOL effectués	1 539	1 696
Délégations transmises aux autres cantons	2 247	2 259
Arrangements de paiement accordés	755	1 005
Convocations en détention	73	84
Dossiers non encore traités	397	47

### 7.1.7 Recours en grâce

Le Grand Conseil a traité 2 recours en grâce en 2019 (2 en 2018).

### 7.1.8 Casier judiciaire

Le SESPP, en tant qu'autorité cantonale de coordination du casier judiciaire, a également pour mission d'enregistrer les procédures en cours, les jugements, les décisions ultérieures prononcées par les autorités judiciaires ainsi que de gérer l'inscription des enquêtes pénales et l'établissement des extraits pour les autorités cantonales.

Nombre de jugements enregistrés :	En 2018	En 2019
Par les autres autorités du canton	4 141	4 371
Par le SESPP	440	403
<b>Total</b>	<b>4 581</b>	<b>4 774</b>

Nombre d'extraits délivrés :	En 2018	En 2019
Par les autres autorités du canton	14 057	14 347
Par le SESPP	1 897	2 650
<b>Total</b>	<b>15 954</b>	<b>16 997</b>

### 7.1.9 Domaine probation

En vertu des articles 93 et 94 du CP, l'assistance de probation doit préserver les personnes prises en charge de la commission de nouvelles infractions et favoriser leur intégration sociale. Le SESPP apporte l'aide nécessaire directement ou en collaboration avec d'autres spécialistes. Les règles de conduite que le juge, le SESPP ou une autre autorité d'exécution peuvent imposer au condamné pour la durée du délai d'épreuve portent en particulier sur son activité professionnelle, son lieu de séjour, la conduite de véhicule à moteur, la réparation du dommage ainsi que les soins médicaux et psychologiques. L'assistance de probation et le contrôle des règles de conduite sont mis en œuvre par le canton de domicile du condamné.

Assistance de probation et/ou contrôle des règles de conduite dans le cadre de :	Mandats reçus		Mandats en cours	
	En 2018	En 2019	Au 31.12.2018	Au 31.12.2019
Sursis ou sursis partiel	32	30	128	114
Mesures thérapeutiques ambulatoires (art. 63 CP)	2	2	27	18
Libération conditionnelle d'une PPL	19	26	21	17
Libération conditionnelle d'une mesure institutionnelle	0	1	4	2
Mesure d'interdiction (art. 67 et 67b CP)	0	5	1	5
Régime de TEx / TeLEx	14	12	10	5
Mandats transférés d'un autre canton	9	10	13	13
Mandats transférés à un autre canton	14	16	30	29
<b>Total</b>	<b>90</b>	<b>102</b>	<b>234</b>	<b>203</b>

---

## 8 Office de la circulation et de la navigation (OCN)

Président du Conseil d'Administration : Maurice Ropraz, Conseiller d'Etat

Directeur : Marc Rossier

L'Office de la circulation et de la navigation (OCN), établissement autonome de l'Etat (personne morale de droit public), a son siège à Fribourg ainsi que deux succursales à Bulle et Domdidier. Il compte 92,2 unités plein temps et réalise des revenus d'exploitation de 21,2 millions de francs.

L'OCN est en charge de l'admission des conducteurs, des véhicules et des bateaux présentant toutes les garanties de sécurité sur les routes et les voies d'eau. Le canton de Fribourg dénombre plus de 237 000 conducteurs et plus de 272 000 véhicules. L'OCN perçoit les impôts sur les véhicules et les bateaux (près de 112 millions de francs) pour le compte du canton de Fribourg. Il instruit également les cas d'infraction à la loi sur la circulation routière ; les mesures sont prononcées par la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière.

L'activité de l'OCN fait l'objet d'un rapport particulier. Ce rapport peut être commandé auprès de l'OCN, route de Tavel 10, 1700 Fribourg ou téléchargé sur [www.ocn.ch](http://www.ocn.ch).

## 9 Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB)

Président du Conseil d'administration : Maurice Ropraz, Conseiller d'Etat

Directeur : Jean-Claude Cornu

### 9.1 Mission

L'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB), personne morale de droit public, est chargé d'assurer tous les bâtiments situés sur le territoire cantonal et de favoriser les mesures de prévention et de défense contre l'incendie et les éléments naturels.

Il assure, sur la base du principe de la mutualité, plus de 122 000 bâtiments pour une valeur assurée de 93,2 milliards de francs.

La mission de prévention et de défense nécessite un investissement annuel de plus de 17 millions de francs, soit plus du tiers des primes encaissées. En 2019, l'ECAB a dû indemniser des sinistres pour un montant de 13,5 millions de francs.

### 9.2 Activités

L'activité de l'ECAB est détaillée dans un rapport annuel. Ce rapport peut être commandé auprès de l'ECAB, Maison-de-Montenach 1, Case postale 486, 1701 Fribourg (ou téléchargé sur [www.ecab.ch](http://www.ecab.ch)).

## 10 Etablissement de détention fribourgeois (EDFR)

Président de la Commission administrative : Maurice Ropraz, Conseiller d'Etat

Directeur : Franz Walter

L'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR) est chargé de l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures prononcées en application du code pénal, ainsi que de la détention avant jugement. Intégré dans le concordat latin sur la détention pénale des adultes, il accueille essentiellement des détenus en régime ouvert ou semi-ouvert, en exécution de jugements prononcés par les autorités judiciaires des cantons romands et du Tessin. Il accueille également, au foyer La Sapinière, des personnes privées de liberté à des fins d'assistance.

L'activité de l'EDFR fait l'objet d'un rapport particulier. Ce rapport peut être commandé auprès de : Etablissement de détention fribourgeois, case postale 1, 1786 Sugiez.

## 11 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions / Centres de charges	Comptes 2019 EPT	Comptes 2018 EPT	Ecart EPT
<b>Direction de la sécurité et de la justice</b>	<b>980.00</b>	<b>967.31</b>	<b>12.69</b>
Administration centrale	800.75	833.47	-32.72
3300 / JPMS Secrétariat général	8.71	9.07	-0.36
3305 / JUST Service de la justice	7.11	6.73	0.38
3330 / POCO Service de la police du commerce	3.63	3.45	0.18
3335 / PETR Service de la population et des migrants	51.74	51.45	0.29
3345 / POLI Police cantonale	679.40	676.41	2.99
3355 / SPEN Service de l'application des sanctions pénales et des prisons	22.62	52.94	-30.32
3370 / PATR Service de probation	0.00	5.80	-5.80
3375 / MILI Service de la protection de la population et des affaires militaires	14.31	14.51	-0.20
3385 / PROT Protection civile	13.23	13.11	0.12
Secteurs spéciaux, établissements divers	179.25	133.84	45.41
3365 / EBEL Etablissements de Bellechasse	179.25	131.84	47.41
3382 / LACN Camp du Lac Noir	0.00	2.00	-2.00
<b>Pouvoir judiciaire</b>	<b>330.25</b>	<b>327.12</b>	<b>3.13</b>
Administration centrale	330.25	327.12	3.13
2100 / TCAN Tribunal cantonal	48.14	49.08	-0.94
2105 / TARR Tribunaux d'arrondissement	81.98	83.94	-1.96

<b>Pouvoirs – Directions / Centres de charges</b>	<b>Comptes 2019 EPT</b>	<b>Comptes 2018 EPT</b>	<b>Ecart EPT</b>
2111 / MINP Ministère public	54.65	53.53	1.12
2112 / TMC Tribunal des mesures de contrainte	3.24	2.48	0.76
2115 / CPMI Tribunal des mineurs	12.09	10.71	1.38
2120 / JUPA Justices de paix	56.42	53.48	2.94
2125 / OPOU Offices des poursuites	59.76	60.00	-0.24
2130 / OFAI Office des faillites	11.55	11.45	0.10
2170 / COCO Commissions de conciliation baux à loyer	0.91	0.92	-0.01
2900 / CMAG Conseil de la magistrature	1.51	1.53	-0.02